NATIONS UNIES

A

Assemblée générale

PROVISOIRE

A/47/PV.24
16 octobre 1992

FRANCAIS

Quarante-septième session

ASSEMBLEE GENERALE

PROCES-VERBAL PROVISOIRE DE LA 24e SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le lundi 5 octobre 1992, à 10 heures

Président :	M. GANEV	(Bulgarie)
puis :	M. JESUS (Vice-Président)	(Cap-Vert)
puis :	M. GANEV (Président)	(Bulgarie)

Allocution de M. Nursultan Nazarbaev, Président de la République du Kazakhstan

Débat général [9] (suite)

/...

Le présent procès-verbal contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Bureau des services de conférence, Bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du procès-verbal.

92-61317 1002L (F)

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Déclarations de :

M. Pursoo (Grenade)
M. Sipaseuth (République démocratique populaire lao)
M. Hurst (Antigua-et-Barbuda)
M. Touré (Guinée-Bissau)
M. Gyaw (Myanmar)

Programme de travail provisoire

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

La séance est ouverte à 10 h 25.

ALLOCUTION DE M. NURSULTAN NAZARBAEV, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU KAZAKHSTAN

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : L'Assemblée va d'abord entendre une déclaration du Président de la République du Kazakhstan.

M. Nursultan Nazarbaev, Président de la République du Kazakhstan, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies au Président de la République du Kazakhstan, S. E. M. Nursultan Nazarbaev, et de l'inviter à s'adresser à l'Assemblée générale.

Le Président NAZARBAEV (interprétation du russe) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous exprimer notre profonde satisfaction pour votre élection à ce haut poste et de vous transmettre tous nos voeux de succès dans l'accomplissement de vos fonctions en tant que Président de cette session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Lors de la précédente session de l'Assemblée, la République du Kazakhstan a été admise à l'unanimité en tant que Membre de l'Organisation des Nations Unies. Au nom du peuple du Kazakhstan, j'ai l'honneur de vous exprimer notre profonde gratitude et de déclarer que le Kazakhstan, en tant qu'Etat épris de paix, est pleinement capable de remplir ses obligations aux termes de la Charte des Nations Unies et d'apporter une contribution constructive à toutes les sphères d'activité de cette organisation internationale dont l'autorité ne fait pas de doute.

La session actuelle est tout aussi importante pour nous, étant donné que c'est la première fois, au cours de cette session, que l'occasion a été donnée au Président de la République du Kazakhstan de prendre la parole à cette tribune. Je saisis cette occasion pour adresser nos voeux les plus cordiaux à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies. Il serait maintenant difficile d'imaginer l'ordre mondial actuel sans les Nations Unies. La communauté mondiale place de grands espoirs dans cette organisation internationale unique, parmi lesquels l'un des plus souvent exprimés est l'établissement de mécanismes fiables, pouvant assurer la stabilité et la sécurité.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le Président Nazarbaev

Le monde en est arrivé maintenant à un point au-delà duquel les défis que nous rencontrons et qui risquent de troubler l'avenir nous obligent à adopter une nouvelle méthode de coordination pour organiser nos efforts.

Nous devons comprendre clairement ce qui est l'essence de ce nouveau processus - encore pourtant inconnu - et nous devons le maîtriser dans le contexte de notre communauté tout entière, de notre continent, de notre région et de notre pays. Ce sont là les aspects sur lesquels j'aimerais attirer l'attention des Etats Membres.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le Président Nazarbaev

Le premier aspect concerne la communauté mondiale même et le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le monde. La présente session semble déjà indiquer une interprétation des nouvelles réalités, qui doivent être définies dans un nouvel agenda pour le monde entier. Ce n'est pas par accident que tel est le titre du rapport bien connu du Secrétaire général Boutros Boutros-Ghali, l'"Agenda pour la paix". Nous sommes persuadés que son concept de diplomatie préventive représente une initiative extrêmement opportune, politique et rationnelle à la réalisation de laquelle tous les membres de la communauté mondiale devraient participer.

A cet égard, je considère que la diplomatie préventive est un système de dispositions politiques et socio-économiques destiné à empêcher les foyers de tension potentiels de s'enflammer. Une place importante est occupée dans ce domaine par les conditions nécessaires au maintien de la stabilité sociale et politique et sont visibles en surface ainsi que par les problèmes de détection dont l'existence même exige une analyse en profondeur qui nous permette de faire un pronostic.

Il n'est pas difficile de comprendre que la question des frontières est une poudrière qui pourrait exploser à tout moment, et qu'une explosion blesse d'habitude non seulement ceux qui jouent avec le feu mais aussi beaucoup d'autres qui n'ont qu'une relation très éloignée avec les détonateurs. Selon moi, il semble évident que même un seul précédent dans la révision des frontières existantes à ce jour pourrait provoquer une réaction en chaîne de désintégration géopolitique aux conséquences imprévisibles.

En faisant allusion à l'importance du principe de l'inviolabilité du territoire d'un Etat, je tiens à souligner que les droits des minorités nationales aujourd'hui sont souvent considérés comme identiques aux droits des nations à l'autodétermination, allant même jusqu'à la création d'Etats indépendants. Si nous adoptions une telle approche, l'on pourrait alors supposer que des milliers d'Etats souverains économiquement faibles pourraient faire leur apparition partout dans le monde. Une telle situation montrerait de manière frappante comment transformer un principe en fétiche, en le poussant jusqu'à l'absurdité la plus totale.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le Président Nazarbaev

Je suis convainsu que la communauté mondiale, qui accorde très justement tant d'attention aujourd'hui aux droits des minorités nationales, devrait définir clairement les critères sur lesquels reposent de tels droits, afin de garantir le triomphe des droits de l'homme et des droits des nations sur la base du triomphe de la démocratie et de la paix. S'il en était autrement, sous le couvert du droit d'une nation à l'autodétermination, l'intégrité de tout Etat national quel qu'il soit pourrait être mise en cause, et le principe corrosif du séparatisme se perpétuerait indéfiniment.

En même temps, scrutant l'avenir qui nous sépare du XXIe siècle, à la recherche de foyers de tension éventuels, je tiens à attirer l'attention de la communauté mondiale, parmi d'autres problèmes qui me préoccupent grandement, sur le problème de l'eau dans la région de l'Asie centrale, qui pourrait le moment venu se transformer en une source de dangereux différends au coeur même du plus vieux continent. Je suis convaincu que c'est à présent et non plus tard que nous devons accélérer nos travaux en ce qui concerne la préparation de projets particuliers des Nations Unies qui fourniraient une solution progressive et efficace au problème des ressources en eau nécessaires en Asie centrale.

Il convient de souligner que le relâchement des tensions géopolitiques au long de lignes Est-Ouest et l'affrontement de plus en plus dangereux entre le Nord et le Sud constituent des faits universellement reconnus. Cependant, l'apparition et l'exacerbation de ce deuxième affrontement ne diminuent pas l'urgence du premier. La complexité de longue date des relations entre l'Est et l'Ouest ne saurait disparaître avec la fragmentation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

De même, je suis persuadé que les efforts proposés en vue d'instaurer une diplomatie préventive, de maintenir et de renforcer la paix, devraient être déployés également dans toutes les directions d'une interaction globale. Je le souligne parce que certaines distorsions sont déjà devenues visibles à cet égard. Les efforts de l'Organisation des Nations Unies, si l'on en juge d'après les événements de ces derniers mois, ont avant tout un caractère politique et militaro-politique. Nous constatons que l'on recourt davantage aux interdictions qu'aux encouragements et aux incitations. De telles

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le Président Nazarbaev

mesures visent à réduire les tensions visibles en surface, mais jusqu'ici elles n'ont eu aucune influence sur les causes profondes des conflits qui ont surgi et se sont développés. La véritable cause de ces conflits a été soulignée récemment du haut de cette tribune. Vingt pour cent des personnes les plus riches du monde, dans les pays nordiques et occidentaux, consomment 83 % du produit national brut de la planète, et 20 % des personnes les plus pauvres du monde, dans les pays du Sud et de l'Est, seulement 1,4 %. Comme nous le voyons, le revenu des 20 % les plus riches se montent à 60 fois celui des 20 % les plus pauvres. J'appellerai ce rapport de 60 à 1 la formule de l'inégalité mondiale. Aussi longtemps que cette brèche ne commencera pas à se combler, la prévention globale des conflits ne reposera pas sur une base réelle.

Je précise que, en fin de compte, nous ne parlons pas de répartir le revenu des 20 % les plus riches au profit des plus pauvres. La formule de l'inégalité mondiale devrait être modifiée, non par une réduction du revenu des 20 % des plus riches mais par une augmentation de celui des plus pauvres grâce à une assistance organisée visant à aider leurs pays à se développer. Il vaudrait peut-être la peine de songer à réorienter les efforts de l'Organisation vers une véritable prévention des conflits et la recherche des causes fondamentales de ces conflits. Quelles sont les mesures pratiques qui peuvent être prises à cet égard?

Je comprends parfaitement les préoccupations du Secrétaire général à propos du problème principal qui entrave les efforts de maintien de la paix des Nations Unies, à savoir le manque de ressources financières suffisantes. Il est évident que le financement des dépenses des Nations Unies en ce qui concerne le rétablissement, le maintien et la consolidation de la paix devrait augmenter chaque année. Mais comment y arriver?

Comme on le sait, jusqu'en 1992 les dépenses des Nations Unies consacrées au maintien de la paix se sont élevées au total à environ 8,3 milliards de dollars des Etats-Unis, pas même 1 % du total des dépenses consacrées annuellement à la défense dans tous les pays à la fin de la dernière décennie, qui était de 1 000 milliards de dollars environ.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le Président Nazarbaev

Je propose que, pour démontrer leur bonne volonté, tous les pays commencent à créer un fonds consacré aux efforts de rétablissement de la paix des Nations Unies, d'après la formule "un plus un". Cette formule signifie que chaque Etat commencerait à transférer 1 % de son budget de la défense et augmenterait sa participation de ce même 1 % chaque année. Ainsi la somme allouée au rétablissement de la paix aurait décuplé en 10 ans.

A mon avis, la sécurité nationale de tous les membres de la communauté mondiale ne souffrirait nullement mais, bien au contraire, elle serait renforcée par une telle action. Il convient de rappeler ici l'histoire orientale qui raconte comment un groupe d'individus participaient à un concours de force. L'un montrait la puissance de ses muscles et de ses poings, un autre puisait sa force dans la dureté de son crâne, le troisième dans la légèreté de son pied, le quatrième dans sa langue bien pendue. Mais un sage, se rappelant le coeur, source de toute force, suggéra un concours de magnanimité. C'est dans la magnanimité de chacun que l'on mesurera la force de ma proposition, qui représentera une sorte de concours au profit du monde entier. La République du Kazakhstan est disposée à lancer immédiatement ce processus. Bien entendu, il existe encore d'autres moyens qui permettraient aux Etats de contribuer au fonds consacré aux efforts de maintien de la paix des Nations Unies.

Le deuxième aspect sur lequel je voudrais m'étendre est celui du problème de la paix et de la sécurité sur notre continent d'Asie ou, en termes plus larges, d'Eurasie. Je fais allusion à l'initiative présentée par la République du Kazakhstan en vue de convoquer une conférence sur l'interaction et les mesures d'affermissement de la confiance en Asie. La notion de l'instauration de structures de sécurité et de coopération en Asie, suivant le modèle de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), est depuis longtemps dans l'air mais n'a pas encore gagné un large appui.

L'expérience fructueuse des activités des organisations continentales aux Amériques, en Afrique et en Europe devrait, semble-t-il, pousser l'Asie à créer elle aussi des organes unifiés aux fins d'interaction et de coopération. Mais on ne le fait pas, et pour un certain nombre de bonnes raisons. Les politiciens et les analystes qui critiquent l'idée de la

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le Président Nazarbaev

création de structures de sécurité et de coopération en Asie défendent souvent l'argument de poids selon lequel le niveau d'hétérogénéité géographique, historique, économique, politico-sociale et culturelle parmi les pays asiatiques est beaucoup plus élevé que parmi les pays d'Europe, des Amériques ou d'Afrique. Une telle hétérogénéité dans les domaines économiques et politiques nuit naturellement à l'action de structures continentales de sécurité collective.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le Président Nazarbaev

On peut opposer à cela une citation issue de la vieille sagesse orientale : un voyage de mille pas commence avec le premier pas. Il n'est absolument pas nécessaire de se diriger vers une structure asiatique unifiée et la sécurité collective dans tous ces types d'interaction en même temps. Il suffit de commencer à aplanir l'hétérogénéité dans une région - par exemple, dans la sphère militaro-politique ou économique - et ensuite rechercher des approches communes de coopération dans d'autres domaines. L'évolution vers cette structure continentale peut se faire en prenant de nombreuses mesures et en procédant étape par étape. Par exemple, elle pourrait passer de relations bilatérales à des structures régionales et continentales et à des alliances pour des types particuliers de coopération, grâce à l'élaboration de mesures pour créer la confiance et assurer la sécurité collective, de même que grâce à une interaction humanitaire, économique et culturelle pouvant aller jusqu'à des organes continentaux communs de coopération dans un grand nombre de domaines.

Les perspectives pour ce processus et ses principales étapes pourraient se présenter ainsi :

La première étape consisterait en travaux préparatoires pour organiser et tenir la Conférence sur l'interaction et les mesures d'instauration de la confiance en Asie. Les délais d'exécution approximatifs couvriraient la période 1992-1994.

La seconde étape accélérerait les travaux de cette conférence, en accroissant le nombre de ses membres, en l'adaptant au modèle de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Asie (CSCA) et en créant des structures panasiatiques du même type que celles de la CSCE. Les délais d'exécution approximatifs couvriraient la période 1994-1998.

La troisième étape comprendrait la définition du développement de la CSCA, le renforcement de ses structures permanentes, l'interaction entre la CSCE et la CSCA et la création d'organes transcontinentaux dans des domaines spécifiques de coopération. Les délais d'exécution approximatifs couvriraient la période 1998-2000.

La quatrième étape consisterait à convoquer une conférence transcontinentale unie sur la sécurité et la coopération en Eurasie et à créer des mécanismes d'interaction permanente entre les systèmes continentaux de sécurité collective en Asie, en Europe, en Afrique et dans les Amériques, avec

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le Président Nazarbaev

pour objectif plus lointain un système mondial unifié de sécurité et de coopération collectives. Les délais couvriraient la période 2000-2005.

Nous vivons en Asie sur une terre remarquable. Toutes les grandes religions du monde - le judaïsme, le bouddhisme, le christianisme, l'islam - sont nées sur le sol sacré de notre continent. Tous les maîtres spirituels de l'humanité, de Lao-Tse et Gautama Bouddha, à Jésus-Christ, à Mahomet et aux plus grands penseurs contemporains, de l'envergure du Mahatma Gandhi, sont nés dans notre région du monde. N'est-il pas possible pour l'Asie d'absorber tout ce qui s'est accumulé au cours des âges et de synthétiser un nouveau concept de coopération continentale et de sécurité collective?

Cette position en aucun cas ne présuppose une autarcie régionale. Nous n'allons pas nous enfermer à l'intérieur de nos frontières continentales. Au contraire, dans l'intérêt des pays et des peuples d'Asie, nous allons rassembler le meilleur de ce qui est né dans d'autres parties du monde.

Je suis convaincu que nous devons rechercher collectivement le meilleur moyen de répondre aux défis de l'avenir et jeter de nouvelles fondations pour l'humanité dans un monde plus intégré que jamais auparavant. En conséquence, je suggère que nous devrions convoquer une session spéciale ou une conférence des Nations Unies pour examiner les problèmes de l'ère de l'après-affrontement, car c'est la mission des Nations Unies de jouer un rôle décisif dans la fixation des nouveaux niveaux d'organisation de la communauté internationale. L'Organisation des Nations Unies elle-même devrait probablement être réorganisée dans une certaine mesure, cela visant aussi la composition du Conseil de sécurité.

Le troisième aspect, que nous devons mentionner, concerne les événements qui se déroulent dans la Communauté des Etats indépendants (CEI).

La structure fragile de notre communauté, créée à la fin de l'année dernière, ne tient pas encore pleinement compte des traditions séculaires d'interaction entre les Etats et les peuples dans cette partie de l'Eurasie. Voilà pourquoi le processus de transition vers des économies de marché et la démocratie au sein de la CEI s'accompagne d'une instabilité socio-économique et politique, d'une intensification des conflits existants et de l'apparition de nouveaux conflits.

Le Kazakhstan déploie tous les efforts possibles pour rétablir une ère de pratiques économiques communes sur une base nouvelle dans le cadre d'une zone de libre-échange unifiée.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le Président Nazarbaev

Les réalistes au sein de la CEI n'ont aucune illusion en ce qui concerne les 24 milliards de dollars d'aide promis à la Russie. Nous réagissons calmement à la politique néo-isolationniste que certains pays du monde mènent à l'égard de la CEI. Nous nous rendons compte que ce n'est que par nos propres efforts que nous pouvons mettre un terme au déclin industriel, à la rupture des liens économiques, à l'hyperinflation et aux autres processus destructifs. Cependant, nous ne pouvons exclure la possibilité que malgré les efforts déployés pour renforcer les principes de coordination et le processus d'intégration, des tendances contradictoires puissent prévaloir au sein de la CEI dans l'avenir immédiat, transformant tout le territoire de la Communauté en une région d'instabilité et de désintégration. Je suis certain qu'une issue aussi tragique ne profiterait à personne dans le monde.

A cet égard, je pense que le concept de détection avancée de conflits et la diplomatie préventive pourraient trouver une application pratique directe dans l'ex-Fédération soviétique. Je fais allusion tout d'abord au renforcement des zones de stabilité qui existent au sein de la CEI et ensuite à l'élargissement progressif de leurs frontières en réduisant les tensions dans les régions de conflit. A cette fin, je propose de créer un centre régional, ou une commission des Nations Unies, sur la diplomatie préventive en Asie centrale. Le siège de ce centre pourrait être situé à Alma-Ata, la capitale de notre Etat.

Enfin, je voudrais examiner les questions d'importance vitale que sont l'écologie et la protection de l'environnement. Pour le Kazakhstan, ces problèmes se manifestent dans au moins deux régions : la mer d'Aral et Semipalatinsk.

La mer d'Aral se déssèche; du point de vue écologique, c'est une catastrophe qui nécessite une aide internationale urgente d'une grande envergure. La désertification de son bassin, accompagnée de la dissémination de 150 millions de tonnes de poussière salée, est la cause d'une détérioration sévère de l'environnement et de l'augmentation d'effets négatifs sur l'économie et la santé d'une vaste région comptant plus de 300 millions d'habitants. Si aujourd'hui c'est une tragédie pour des dizaines de milliers de personnes, demain, sans une intervention rapide des Nations Unies, cela pourrait être une tragédie pour des millions de personnes.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le Président Nazarbaev

Le Kazakhstan est heureux de la décision prise par la direction du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) d'établir un projet d'aide pour la mise au point d'un plan pour sauver la mer d'Aral, et il est également heureux de la suggestion faite par un groupe d'experts du PNUE visant à déclarer le bassin de la mer d'Aral zone de catastrophe écologique mondiale.

L'autre problème écologique sévère dont nous souffrons concerne le centre d'essais nucléaires de Semipalatinsk, qui a été construit sur le territoire du Kazakh contre la volonté de notre peuple. La puissance totale des ogives nucléaires qui ont explosé là - dans l'atmosphère, sur terre et sous terre -, affectant plus d'un demi-million de personnes, dépasse des centaines de fois la puissance des engins nucléaires qui ont détruit Hiroshima et Nagasaki.

Par décision de notre gouvernement, nous avons fermé cette source d'extermination; mais de très importantes ressources seront nécessaires pour nettoyer cette région, pour guérir ceux qui ont été affectés et assurer la sécurité des enfants qui y naîtront. Le peuple du Kazakhstan aura donc besoin d'une aide internationale efficace.

Aujourd'hui, 5 octobre, nous célébrons l'anniversaire de la création du Centre des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat). Conscients de son importance incontestée, le Kazakhstan espère obtenir du Centre une aide technique et consultative efficace pour nos programmes de développement de construction urbaine et rurale.

Le peuple du Kazakh a un proverbe qui dit : "Elu zhylda el zhana", ce qui signifie littéralement : "Le monde se renouvelle tous les 50 ans". Le premier demi-siècle de l'existence des Nations Unies a été marqué par l'affrontement entre les superpuissances et le fardeau de blocs militaires opposés. Maintenant, la communauté mondiale a une chance historique de trouver dans les Nations Unies les moyens de réaliser une coopération efficace au nom de la paix et du progrès. Nous devons faire tout ce qui dépend de nous pour l'utiliser pleinement.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je remercie le Président de la République du Kazakhstan de sa déclaration.

M. Nursultan Nazarbaev, Président de la République du Kazakhstan, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

DEBAT GENERAL

M. PURSOO (Grenade) (interprétation de l'anglais) : C'est avec un vif plaisir que ma délégation transmet à l'Assemblée générale à sa quarante-septième session les salutations et les meilleurs voeux du Gouvernement et du peuple de la Grenade.

Nous tenons à vous adresser, Monsieur le Président, nos cordiales félicitations à l'occasion de votre élection à la tête de la présente session de l'Assemblée générale. Ma délégation rend hommage à M. Samir Shihabi, du Royaume d'Arabie saoudite, pour l'excellente manière dont il a conduit les affaires de la quarante-sixième session de l'Assemblée générale.

Nous saisissons également cette occasion pour adresser nos félicitation au nouveau Secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, et pour saluer le rôle dirigeant qu'il joue aux Nations Unies et le dévouement avec lequel il s'est acquitté de ses fonctions depuis le début de son mandat.

La délégation de la Grenade est heureuse de souhaiter la bienvenue aux Nations Unies au 13 nouveaux Membres : Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, République de Moldova, Saint-Marin, Slovénie, Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan.

La situation mondiale actuelle présente un scénario d'une complexité indéniable. La fin de la guerre froide, la démocratisation rapide partout dans le monde, la naissance de nouveaux sentiments nationaux, l'intolérance à l'égard des différences ethniques, religieuses et culturelles, et la formation de blocs économiques régionaux ont conduit à une restructuration des programmes et à un rééchelonnement des priorités aux niveaux local, régional et mondial. Les intérêts économiques semblent à présent l'emporter sur la plupart des autres considérations, pour ne pas dire sur toutes.

Les artisans de ces changements affirment que leurs objectifs sont l'instauration de systèmes de production efficaces et concurrentiels, le libre-échange et la liberté absolue à l'égard du contrôle des forces de marché. Mais ces objectifs, quoique prétendument neutres, pèsent de fait lourdement en faveur des économies technologiquement avancées et ne tiennent pas compte des capacités et des priorités des pays en développement.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Pursoo (Grenade)

On ne saurait nier qu'il existe des objectifs tout aussi importants, voire prioritaires, qui doivent être réalisés par les Etats moins développés. En effet, l'économie de marché est en train de se parfaire et le moment est venu de prendre des mesures réfléchies pour éliminer la pauvreté et les privations qui sont si répandues dans le monde moderne. Ce processus doit être engagé d'urgence afin de veiller à ce que le progrès économique s'appuie sur l'équité sociale, une vie à l'abri du besoin, la santé, l'éducation et la jouissance des droits de l'homme fondamentaux. Ces préoccupations seront sans doute prises en compte au Sommet mondial pour le développement social qui est envisagé et que mon gouvernement est heureux d'appuyer. Si nous ne réussissons pas à élaborer des stratégies et des programmes pour faire face à ces problèmes, alors une famine accrue, la pauvreté et les privations sociales qui en découlent pourront aboutir à une agitation et une instabilité mondiales graves.

La Grenade traite avec ce nouveau monde économique froid aux niveaux tant national que régional. Je tiens à dire clairement que le Gouvernement et le peuple de la Grenade reconnaissent et acceptent que l'essor de notre pays nous incombe directement et au premier chef.

La Grenade a pris des mesures pour restructurer son économie face à de graves déficits fiscaux, qui menaçaient de nuire à notre crédibilité, d'entraver notre croissance et notre développement et d'appauvrir notre peuple. Le programme d'ajustement structurel que nous nous sommes imposé entraîne des effets sociaux, politiques et autres. Cependant, mon gouvernement est convaincu que, moyennant une gestion prudente de nos ressources très limitées, une volonté de faire des sacrifices, une direction politique ferme et cohérente et une assistance extérieure, nous réussirons en temps utile à rétablir une économie saine et à engager notre pays sur la voie d'une croissance satisfaisante. Ma délégation est heureuse d'annoncer que certaines améliorations ont déjà été apportées et nous entendons réaliser tous les objectifs de notre programme d'ajustement structurel.*

---

* M. Jesus (Cap-Vert), Vice-Président, assume la présidence.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Pursoo (Grenade)

Les petits pays, en particulier les petits pays insulaires en développement, étant donné les difficultés particulières que leur pose le développement, peuvent difficilement rivaliser avec les pays développés dans l'arène mondiale. Tout en manifestant notre détermination à nous aider nous-mêmes, nous lançons un appel aux pays donateurs pour qu'ils tiennent plus compte des difficultés auxquelles les petits pays insulaires en développement doivent faire face; et nous en appelons à la communauté internationale en général au sujet des concessions dont nous avons besoin pour atteindre nos objectifs de développement.

Alors que nous sommes réunis en cette quarante-septième session de l'Assemblée générale, un certain nombre de petits Etats insulaires des Caraïbes, lourdement tributaires de l'industrie bananière, doivent faire face la demande égoïste de certains pays que la banane soit placée dans le système de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). Ma délégation soutient que l'issue d'une telle campagne pourrait anéantir l'industrie bananière sur nos îles. Les difficultés sociales et l'instabilité politique qui en découleraient auraient des effets ruineux pour nos sociétés. Cette situation pourra être évitée si les conditions actuelles sont maintenues. La Grenade renouvelle son appel à la souplesse à l'égard de la question de la banane et demande au lobby partisan des tarifs de relâcher ses efforts.

En ce moment particulier de l'histoire de la région des Caraïbes, nous ressentons l'urgence d'organiser notre réaction au nouvel ordre international. Déjà cette année, les gouvernements de la région ont reçu avec plaisir le rapport de la Commission des Antilles, qui était chargée d'examiner la condition des sociétés dans notre région et de formuler des recommandations pour préparer celle-ci à relever les défis économiques, politiques et sociaux du XXe siècle. Le rapport de la Commission est très stimulant. Il oriente la région vers certaines voies prometteuses, et la Grenade souhaite que les recommandations de la Commission soient, dans un proche avenir, dûment prises en considération par les chefs de gouvernement des Caraïbes.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Pursoo (Grenade)

La récente Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) a marqué un nouveau commencement; c'est certainement l'une des initiatives les plus importantes de l'ONU. Mon gouvernement souhaite rendre hommage à M. Maurice Strong et à tout le secrétariat de la CNUED, qui ont contribué à la réussite de ce sommet; nous voulons également adresser nos félicitations au Gouvernement brésilien, qui s'est distingué en tant qu'hôte de la Conférence. Les véritables réalisations de cette Conférence se manifesteront avec le temps à mesure que sera mis en oeuvre le plan de travail sur le développement durable, le programme Action 21, qui prend en compte de façon globale le caractère fondamentalement indissociable du développement et de la préservation de l'environnement. Mon gouvernement est également satisfait des conventiohs sur le changement climatique et la biodiversité, ouvertes à la signature au Sommet de Rio. Nous souhaitons que l'une et l'autre Convention entrent rapidement en vigueur. Le Gouvernement de la Grenade souhaite vivement que des efforts soient entrepris pour mettre en oeuvre les mécanismes, stratégies et engagements financiers convenus. Du point de vue en particulier des petits Etats insulaires, c'est là une nécessité absolue.

Notre préoccupation première étant d'assurer le bien-être de notre population et la santé de notre environnement, en particulier de notre fragile environnement marin dont nous dépendons tant, nous tenons à protester avec la dernière énergie contre le projet de transporter des tonnes de matières radioactives en passant par la mer des Caraïbes plus tard ce mois-ci.

Les problèmes du trafic de drogues et de blanchiment de l'argent ont pris des proportions telles qu'aucun pays n'est en mesure de lutter seul. La sécurité et l'intégrité souveraine de notre Etat, la primauté du droit et le bien-être de nos institutions économiques et financières exigent que nous persévérions dans cette lutte. Mon gouvernement entend saisir cette occasion pour exprimer sa satisfaction à l'égard des efforts entrepris par un certain nombre de pays développés pour aider les pays en développement dans leur campagne contre le commerce de la drogue. Nous lançons un appel pour un

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Pursoo (Grenade)

appui multilatéral accru afin d'instituer des mesures globales visant à une réduction de la demande, à l'interdiction, à la réhabilitation des victimes, et à des mesures punitives appropriées pour ceux qui propagent cette forme particulière de mort et de destruction.

Il est affligeant de noter que, même si des progrès importants ont été faits dans le domaine politique en vue du règlement pacifique de certains conflits et de l'apaisement de tensions idéologiques, les nerfs de la communauté internationale restent ébranlés par la situation dans les Balkans, et plus particulièrement par les informations concernant ce qu'on appelle l'"épuration ethnique". Reconnaissant que la paix et la stabilité sont essentielles au progrès social, le Gouvernement de la Grenade entend réaffirmer son appui aux efforts des Nations Unies pour faire cesser les combats dans l'ancienne Yougoslavie, et nous demandons à la communauté internationale d'agir de façon concertée pour mettre un terme à une situation qui pourrait dégénérer en un conflit plus vaste et plus insoluble encore.

Mon gouvernement continue de porter un vif intérêt à la situation en Afrique du Sud. Il est clair que la violence qui persiste met en péril le processus de négociation et retarde la transition vers une Afrique du Sud démocratique. Nous sommes préoccupés de voir qu'alors que de grands pas ont été faits en direction d'un démantèlement des piliers de l'apartheid, des efforts accrus restent nécessaires pour accélérer le rythme des réformes, afin de développer une atmosphère propice à la liberté politique et à l'instauration d'une démocratie véritable. Le Gouvernement de la Grenade se félicite donc des signes positifs récents qui indiquent la reprise d'un dialogue entre l'African National Congress (ANC) et le Gouvernement d'Afrique du Sud.

Mon gouvernement se félicite des pourparlers de paix qui se déroulent actuellement entre les principales parties au conflit du Moyen-Orient, et nous préconisons la poursuite du dialogue et la souplesse afin de parvenir à des solutions durables aux problèmes de cette région.

Cette année, de nombreuses initiatives destinées à rétablir le Président haïtien évincé, Jean Bertrand Aristide, ont échoué. Les sanctions annoncées par l'Organisation des Etats américains n'ont pas donné les résultats prévus en raison de la réticence manifeste de certains pays à appliquer ces mesures.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Pursoo (Grenade)

Mon gouvernement tient à réaffirmer sa position en faveur d'un retour au pouvoir du Gouvernement constitutionnellement élu d'Haïti et demande à la communauté internationale de continuer à appuyer le rétablissement de la démocratie haïtienne.

La communauté internationale s'attend désormais raisonnablement à voir l'ONU intervenir davantage dans le maintien de la paix et de la sécurité mondiales. En même temps, on espère un accroissement de l'attention et des ressources au profit des besoins économiques, sociaux, culturels et humanitaire des pays en développement. Ma délégation préconise un accroissement des efforts pour récolter les dividendes de la paix et les appliquer à ces besoins.

Le Gouvernement de la Grenade est conscient des efforts complexes de revitalisation entrepris dans tout le système des Nations Unies en vue d'accroître son efficacité et sa rentabilité. Nous souhaitons que cette revitalisation mette l'accent sur les priorités des pays dont les besoins sont les plus grands, à savoir les pays en développement. Nous sommes convaincus que les commissions économiques régionales sont bien placées pour traiter d'une grande variété de questions de développement et devraient donc bénéficier d'une plus grande autonomie dans l'application des programmes régionaux.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Pursoo (Grenade)

Les difficultés financières que connaît l'Organisation des Nations Unies préoccupent profondément la Grenade, de même que, j'en suis sûr, beaucoup d'autres Etats Membres. Nous reconnaissons l'importance de la santé financière d'une Organisation des Nations Unies capable d'affronter efficacement les problèmes ayant un caractère économique, social, culturel ou humanitaire, et de promouvoir la paix, la sécurité, le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Dans le même temps, il est vrai que de nombreux gouvernements rencontrent de graves difficultés lorsqu'il s'agit de s'acquitter de leurs obligations financières essentielles. Le moment n'est guère opportun pour prendre des engagements supplémentaires dus à des causes imprudentes et à des conflits absurdes.

Alors que nous arrivons à la fin de la Décennie internationale des personnes handicapées, nous devons reconnaître que l'on n'a pas fait assez pour permettre aux personnes handicapées de se considérer comme étant sur un pied d'égalité avec les autres citoyens. Mon gouvernement saisit cette occasion de préconiser l'adoption de mesures visant à permettre aux personnes handicapées de participer pleinement à la vie de leurs sociétés respectives.

En dépit de la tâche immense à entreprendre pour édifier et consolider la démocratie et pour améliorer le niveau de vie des peuples du monde entier, la Grenade est convaincue que, grâce aux efforts collectifs de tous les Etats et à une participation réelle de l'ONU, nos aspirations seront réalisées.

M. SIPASEUTH (République démocratique populaire lao) (parle en lao; interprétation d'après un texte fourni par la délégation) : Au nom de la délégation démocratique populaire lao, je tiens à féliciter M. Ganev pour son élection à la présidence de la quarante-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Je suis convaincu qu'il s'acquittera brillamment de l'importante mission qui lui a été confiée par notre assemblée.

J'aimerais également exprimer mes sincères félicitations au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, notre organisation, S. E. M. Boutros Boutros-Ghali, qui assume ses fonctions de très haute responsabilité à un moment où la situation mondiale attend beaucoup du rôle important que doivent jouer les Nations Unies.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Sipaseuth (Rép. dém. pop. lao)

Nous ne saurions manquer cette occasion de rendre un hommage particulier à son prédécesseur, S. E. M. Javier Pérez de Cuéllar, pour sa contribution active à la défense de la cause de notre organisation.

Nous saluons chaleureusement la présence parmi nous des nouveaux Membres que sont la République de Moldova, la République du Kazakhstan, la République du Kirghizistan, la République d'Ouzbékistan, la République d'Arménie, la République du Tadjikistan, la République du Turkménistan, la République d'Azerbaïdjan, la République de Saint-Marin, la République de Croatie, la République de Bosnie-Herzégovine, la République de Slovénie et la République de Géorgie. Leur admission constitue pour notre organisation une étape importante vers l'universalité.

La conjoncture mondiale actuelle connaît une évolution profonde et à la fois complexe et porteuse d'espoirs nouveaux. Avec la dissolution du bloc de l'Est, la confrontation militaire et nucléaire s'est progressivement estompée. Cependant, des conflits civils, des luttes ethniques, des querelles religieuses, ainsi que des conflits frontaliers continuent de secouer de nombreux pays du monde, menaçant ainsi sérieusement la paix, la stabilité et la sécurité internationales.

Mais en dépit de tout cela, il est à constater que le climat qui règne en ce moment dans le monde évolue en faveur de la coopération, du développement, ainsi qu'en faveur du règlement des problèmes de portée mondiale, dont les problèmes qui sont liés à la pauvreté, à la misère, à l'environnement. Dans ce monde en pleine mutation où le nouvel ordre international commence à s'élaborer, l'Organisation des Nations Unies devrait jouer un rôle central dans l'effort collectif de définition de ce nouvel ordre, qui devra répondre équitablement aux droits et intérêts de tous les pays et peuples sans discrimination aucune, et se fonder sur les principes de la coexistence pacifique et sur ceux de la Charte des Nations Unies. Par conséquent, il s'avère nécessaire de procéder à la revitalisation, à la restructuration et à la démocratisation de l'Organisation des Nations Unies si l'on veut que celle-ci soit à la hauteur de sa mission en cette nouvelle ère.

Nous vivons encore dans un monde incertain marqué de nombreux problèmes et conflits surgissant dans les différents coins du monde.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Sipaseuth (Rép. dém. pop. lao)

En Europe, la situation qui prévaut dans l'ex-Yougoslavie continue de se dégrader dangereusement. Elle constitue une préoccupation majeure pour la communauté internationale, ainsi qu'une menace à la paix et à la sécurité régionale et mondiale. La communauté internationale se doit de prendre des mesures appropriées pour mettre fin à ce conflit ethnique afin de restaurer la paix, la sécurité et la vie normale dans cette partie du monde.

En Afrique du Sud, en dépit de certaines réformes politiques, les fondements du système d'apartheid demeurent intacts. Le régime de Pretoria continue de recourir à la violence pour réprimer les élans de la population noire pendant que l'ANC poursuit avec vigueur et d'une manière constructive la lutte pour le triomphe de sa juste cause. Le Gouvernement lao s'associe pleinement à la communauté internationale dans ses efforts visant à soutenir la lutte de la grande majorité de ce peuple afin de faire de l'Afrique du Sud un pays démocratique et non racial.

Au Moyen-Orient, la situation demeure tendue et fragile. Israël perpétue son occupation du territoire palestinien et des autres territoires arabes. Nous réaffirmons l'opinion selon laquelle tous les efforts de paix actuellement déployés en vue d'une solution juste, globale et durable au Moyen-Orient, au coeur de laquelle se trouve la question de Palestine, devraient tendre à une application rapide des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité, et des autres résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies qui demandent le retrait d'Israël et de tous les territoires arabes occupés ainsi que la reconnaissance du droit du peuple palestinien à l'autodétermination.

Dans le golfe Persique, depuis la fin de la guerre, la paix et la sécurité n'ont toujours pas pu être instaurées, et cela à cause des menaces et des tentatives de nouvelles hostilités.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Sipaseuth (Rép. dém. pop. lao)

En Asie occidentale, l'Afghanistan continue encore d'être le théâtre d'une guerre civile. La communauté internationale se doit de lancer un appel à toutes les parties concernées pour qu'elles mettent immédiatement fin à leurs conflits en vue de réaliser la concorde nationale entre Afghans et d'instaurer la stabilité politique, économique et sociale.

Dans la péninsule coréenne, la signature de l'Accord sur la réconciliation, la non-agression, la coopération et les échanges entre le Nord et le Sud ainsi que la Déclaration conjointe sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne entre la République démocratique populaire de Corée et la République de Corée ont contribué à promouvoir la compréhension et la confiance mutuelles, ouvert une nouvelle perspective de paix, de stabilité et de coopération dans la péninsule coréenne et renforcé la paix et la sécurité dans la région du Nord-Est asiatique comme dans le reste monde.

Dans la région de l'Asie du Sud-Est, en dépit de certains facteurs d'instabilité, la situation dans son ensemble évolue vers la paix, la stabilité, la coopération et le développement dans l'intérêt des peuples de la région tout entière. Dans ce contexte, et mû par le désir de renforcer les relations d'amitié et de coopération avec les pays voisins, le Gouvernement lao, en application de sa politique étrangère constante fondée sur les cinq principes de la coexistence pacifique, a signé le Traité d'amitié et de coopération avec le Royaume de Thaïlande, est devenu partie au Traité de Bali de 1976 et a acquis le statut d'observateur de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE). Il continuera d'oeuvrer fermement en faveur d'une coopération fructueuse en Asie du Sud-Est, en vue du progrès et de la prospérité de la région, contribuant ainsi à promouvoir la paix et le développement dans le monde.

Pour ce qui est de la question cambodgienne, la signature des Accords de Paris du 23 octobre 1991 a jeté les bases d'un règlement politique global du conflit, permettant ainsi de mettre un terme aux souffrances endurées par le peuple cambodgien au cours d'une longue période de guerre civile et d'instaurer la paix et la tranquillité dans la noble terre d'Angkor. Le respect et la mise en oeuvre intégrale de ces accords sont des conditions nécessaires pour pouvoir répondre aux aspirations et aux intérêts du peuple cambodgien.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Sipaseuth (Rép. dém. pop. lao)

Dans mon pays, la mise en application de la politique du renouveau a abouti à d'importants succès. La stabilité politique et l'ordre social sont solidement garantis. La démocratie et le droit collectif du peuple d'être maître de ses décisions se développent petit à petit, conformément au niveau de développement économique et social et les coutumes du pays. L'adoption, l'année dernière, par l'Assemblée nationale, de la première Constitution de la République, permet à notre pays de s'avancer progressivement vers un Etat de droit. Dans le cadre de cette politique, nous concentrons tous nos efforts en vue d'affranchir le pays du sous-développement. A cette fin, nous avons encouragé l'investissement étranger, nous avons intensifié la coopération avec l'extérieur et nous avons mis à profit tous les secteurs économiques suivant le mécanisme de l'économie du marché en vue d'exploiter toutes les potentialités nationales et d'améliorer les conditions de vie matérielles et spirituelles du peuple.

L'économie mondiale actuelle connaît des vicissitudes. Elle a enregistré, l'année dernière, une première récession mondiale depuis les années 40. En outre, la reprise reste faible et fragile. Les pays en développement continuent d'être en butte à des politiques et pratiques économiques coercitives. Le fardeau écrasant de la dette extérieure, le déclin des ressources destinées au développement, la détérioration des termes de l'échange, l'aggravation du reflux des capitaux, la chute des prix des produits primaires, le renforcement du protectionnisme, et l'accès limité à la technologie moderne entravent leur essor économique au moment où des réformes et des réajustements sont en cours. Compte tenu de ce que l'économie mondiale forme un tout dont les composantes sont interdépendantes et liées les unes aux autres, il est urgent et crucial de dégager un nouveau consensus mondial et d'obtenir un engagement en faveur du renforcement de la coopération internationale, en particulier la revitalisation de la croissance économique et du développement des pays en développement, et ce, afin de mener à bien la stratégie du développement économique de la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement, 1991-2000.

L'une des questions les plus importantes liées au développement est celle de l'environnement, qui occupe le devant des préoccupations internationales. Les changements climatiques, la pollution de l'air, des mers et des océans,

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Sipaseuth (Rép. dém. pop. lao)

la désertification et la diminution de la couche d'ozone sont autant d'éléments qui ont un effet négatif sur le présent et l'avenir de l'humanité. Nous estimons, à cet égard, que la récente Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, qui s'est tenue à Rio de Janeiro, a jeté les bases d'un accord international de coopération visant à intégrer l'environnement à toutes les activités de développement. Il reviendra donc à l'Organisation des Nations Unies et à ses institutions spécialisées d'assurer la mise en oeuvre efficace du programme Action 21.

Parallèlement, les aspirations de la communauté internationale à l'amélioration de la qualité de la vie et au progrès social apparaissent de plus en plus pressantes et importantes. En fait, la protection de l'environnement, la promotion de la croissance et du développement économiques et l'éradication de la pauvreté se renforcent mutuellement et appellent un nouveau partenariat mondial. Dans cette optique, nous attendons avec intérêt la convocation envisagée du Sommet mondial sur le développement social.

Le problème du trafic illicite des stupéfiants continue d'être une source de préoccupation mondiale. La lutte contre ce fléau demande une action concertée et vigoureuse de tous les pays de notre planète. Pour sa part, en vue de contribuer à cet effort international, le Gouvernement lao a coopéré, dans le domaine du développement rural intégré, avec certains pays intéressés, notamment avec les pays voisins, ainsi qu'avec les organisations internationales, dont le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues, et se déclare prêt à poursuivre cette coopération.

En guise de conclusion, la délégation lao assure le Président, M. Ganev, de la Bulgarie, de son entière coopération, et elle travaillera dans un esprit constructif avec les autres délégations afin de contribuer au succès de la présente session de l'Assemblée générale.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. HURST (Antigua-et-Barbuda) (interprétation de l'anglais) : Il y a exactement 500 ans, en 1492, deux mondes sont entrés en collision. Cette collision a complètement transformé l'avenir de la civilisation humaine et le destin des deux peuples en question. Un de ces peuples a atteint de nouveaux sommets, l'autre a pratiquement disparu. Ce qui reste des populations autochtones des Antilles - ou de beaucoup du "nouveau monde" - constitue une démonstration de l'aptitude des hommes à la brutalité lorsqu'ils sont à la poursuite de richesses. Mon pays insulaire des Antilles a été davantage qu'un simple témoin des changements survenus au cours des 500 ans qui ont vu le déclin, la transformation et la recréation de la région. De la conquête par l'esclavage, de l'hégémonie coloniale à l'indépendance politique, Antigua-et-Barbuda a été un acteur de l'histoire des Antilles et même de toute notre région.

En 1992, cependant, notre pays se trouve, avec le reste du monde, à la veille d'une autre collision majeure. Cette fois-ci, la collision met en présence la civilisation humaine et la nature; cette fois-ci, il n'y a pas de nouveaux sommets à atteindre; cette fois-ci, l'humanité elle-même pourrait disparaître.

Depuis 500 ans, de Christophe Colomb à Rio, nos forêts et nos océans, notre air et nos terres - les dons de la Terre à l'humanité - ont été erronément considérés comme étant inépuisables et invariables. "Si Colomb a dévoilé l'étendue de notre Terre, Rio en a révélé les limites". Tous s'accordent à dire que l'humanité ne peut poursuivre dans la voie actuelle pendant 500 autres années. En réalité, l'humanité ne peut pas maintenir le même rythme pendant 100 ans encore. Les pays insulaires, comme le mien et d'autres dans les Antilles et le Pacifique, risquent réellement d'être submergés par l'élévation du niveau des océans. De plus, le réchauffement global, les changements climatiques insidieux, la dégradation de la couche d'ozone, la déforestation et d'autres dangers menacent l'existence même de l'humanité.

Des changements radicaux dans les systèmes de production, de distribution et de traitement des déchets sont nécessaires de la part des pays industrialisés si nous voulons sauvegarder notre existence. Les pays développés ne peuvent continuer à consommer les ressources de la Terre au

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Hurst (Antigua-et-Barbuda)

rythme actuel. Les pays en développement ne peuvent être abandonnés dans les résidus poussiéreux des sociétés à progrès technologiques rapides. Un développement durable qui tienne compte des coûts écologiques doit commencer à orienter l'avenir technologique de l'humanité. Seules l'ONU et son Assemblée générale peuvent ériger le nouveau monde que, à Rio, cette famille des nations a accepté de commencer à construire immédiatement.

Il est donc opportun que, en 1992, un représentant de la Bulgarie ait été choisi pour présider l'Assemblée générale à sa quarante-septième session. Son pays prend part à une grande expérience régionale, dont l'issue influera certainement sur l'évolution de la civilisation humaine dans le monde entier. Antigua-et-Barbuda salue la Bulgarie pour son courage, et j'assure le plein appui de ma délégation au Président pour toute la durée de la quarante-septième session de l'Assemblée générale.

Qu'il me soit permis de féliciter le Président sortant, M. Samir Shihabi, de l'Arabie saoudite, pour ses efforts inlassables en vue de réformer l'ONU et pour sa diligence durant le mandat saoudien d'un an. Cette communauté a envers M. Shihabi une dette qui ne peut être remboursée qu'au moyen d'un effort permanent pour renforcer l'Assemblée générale dans les années à venir. Nous devons concentrer nos efforts sur les questions économiques, sociales et humanitaires avec une vigueur égale à celle qui est déployée actuellement en matières politiques et de sécurité. On peut compter sur Antigua-et-Barbuda pour favoriser une démarche multilatérale afin de résoudre les problèmes, car elle est convaincue que le multilatéralisme s'avérera toujours être le recours optimal.

A ce sujet, il peut être rappelé que, lorsque nous avons amorcé la quarante-sixième session de l'Assemblée générale il y a un an, Haïti était libre. Le premier Président démocratiquement élu d'Haïti se tenait à cette tribune. L'ONU avait contribué à la fin de la tyrannie dans la République la plus ancienne, mais aussi la plus pauvre des Antilles, et toutes les délégations ont célébré avec le Président Aristide.

Dix jours après la déclaration triomphale du Président Aristide dans cette salle, la tyrannie a de nouveau relevé sa tête hideuse sur l'île soeur des Antilles. Les comploteurs militaires qui se sont brutalement emparés du pouvoir à Haïti il y a un an sont toujours sur leur perchoir. Mais cette Assemblée n'aura de cesse tant que la démocratie ne sera pas rétablie et que le peuple haïtien ne recouvrera pas sa liberté.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Hurst (Antigua-et-Barbuda)

Antigua-et-Barbuda, oeuvrant dans le cadre défini par l'Organisation des Etats américains, continuera à faire pression pour l'élargissement des sanctions afin d'isoler davantage le régime militaire à Haïti et d'y ramener la démocratie. Si nous ne connaissons pas rapidement de succès à Haïti, l'ONU risque que soit ternie la réputation bien méritée qu'elle s'est faite en sachant s'attaquer à des problèmes extraordinairement complexes dans des situations extrêmement violentes dans d'autres régions du monde.

En Afrique du Sud, par exemple, les sanctions de l'ONU ont contribué à amener le régime d'apartheid à la table de négociations. Il y a maintenant 46 ans, soit en 1946, que l'Inde a soumis la question de l'apartheid en Afrique du Sud à l'attention de l'ONU. Aujourd'hui, 179 Etats Membres ont hâte de voir le racisme légalisé être extirpé du corps politique.

Il y a 12 semaines, lorsque le Conseil de sécurité s'est réuni pour trouver une solution à la violence en Afrique du Sud, ma délégation a avisé le régime raciste que toute tentative de sa part pour retarder l'instauration de la démocratie en Afrique du Sud en fomentant la violence nous amènerait à faire pression en faveur du retour en vigueur des sanctions qui avaient été levées. Nous réitérons notre engagement aujourd'hui. S'ils saluent le courage de ceux qui ont entrepris des pourparlers constitutionnels, mes compatriotes ne perdront jamais de vue le fait que l'apartheid est un mal dont les peuples du monde attendent impatiemment l'élimination. Tant que l'apartheid ne sera pas éliminé, l'Afrique du Sud continuera d'être exclue de cette famille de nations.

Antigua-et-Barbuda saisit cette occasion de souhaiter la bienvenue dans notre famille aux 12 pays nouvellement indépendants qui sont apparus à l'issue de la guerre froide et de l'effondrement d'un empire. Les pays insulaires des Antilles, eux, ont obtenu leur indépendance il y a 30 ans lors du déclin d'un autre empire.

C'est donc avec un sentiment partagé d'allégresse que nous souhaitons la bienvenue à l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, la Géorgie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la République de Moldova, la Slovénie, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan en tant que Membres de l'ONU. Il est peut-être trop tard pour mettre en garde nos nouveaux

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Hurst (Antigua-et-Barbuda)

membres contre les pièges du nationalisme acharné et de la rivalité ethnique débridée. L'un et l'autre débouchent inévitablement sur l'agitation revendicatrice et violente, qui, nous le savons, ne fait certainement jamais de vainqueurs. Toutes les sociétés multiraciales et multi-ethniques doivent apprendre à régler pacifiquement leurs litiges passés et présents.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Hurst (Antigua-et-Barbuda)

Indépendamment des différends internes qui pourraient surgir dans le sillage de l'indépendance, les petites nations qui, sous un angle géopolitique, vivent dans l'ombre d'un géant, doivent faire preuve d'une vigilance à toute épreuve pour préserver leur souveraineté. Les Nations Unies, qui oeuvrent en faveur du respect du droit international, demeurent le garant le plus sûr de l'indépendance des petites nations.

Connaissant l'importance des Nations Unies, nous nous appliquons par conséquent, à façonner un système qui réponde aux intérêts de tous, même les plus petits. Notre parlement mondial ne peut pas devenir - et ne doit jamais donner l'impression qu'il est devenu - le serviteur d'une poignée d'Etats Membres puissants. L'intégrité des Nations Unies repose sur leur capacité de permettre même à leurs Membres les plus petits de participer réellement à l'élaboration de la politique des Nations Unies.

Antigua-et-Barbuda souhaite donc la bienvenue à Saint-Marin dans notre famille des nations. Etant le plus petit Etat Membre, Saint-Marin assume une responsabilité spéciale pour se prononcer sur la façon dont les Nations Unies réagissent aux initiatives des moins puissants. Antigua-et-Barbuda assure la délégation de Saint-Marin de son plein appui, maintenant comme à l'avenir.

Nous félicitons également le Secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, d'avoir démontré une volonté de parler franchement de questions qui n'avaient pas suffisamment fait l'objet de l'attention qu'elles méritaient. L'organe directeur des Nations Unies doit tracer un parcours en faveur de la paix, de la justice et de la liberté chaque fois que ces valeurs humaines si prisées sont en danger de disparition.

Le danger qui menace les valeurs humaines auxquelles nous tenons tant se manifeste également dans le sous-développement. Les pays insulaires en développement, comme d'autres petits pays, doivent se tourner de plus en plus vers les institutions multilatérales pour des formes d'assistance variées propres à les aider à trouver des solutions à des problèmes difficiles. Le système des Nations Unies ne saurait réduire le rôle qu'il joue dans le développement économique et social sans que les conditions matérielles existantes s'en ressentent.

Indépendamment de cet avertissement, notre expérience confirme que le développement est aussi fortement influencé par une bonne gestion et

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Hurst (Antigua-et-Barbuda)

l'utilisation intelligente de ressources limitées, y compris les placements en capitaux. Si nous avons toujours compté sur nous-mêmes - et nous continuerons de le faire - pour assurer une bonne gestion, nos capitaux d'investissement sont toutefois importés. Notre petite taille nous met à la merci des grands marchés de capitaux, sur lesquels Antigua-et-Barbuda, tout comme d'autres petits pays, n'a aucun contrôle. Connaissant les faiblesses particulières inhérentes aux petits pays insulaires en développement, les Nations Unies doivent réagir d'une manière adaptée à cet état de choses.

Ma délégation saisit cette occasion pour féliciter chaleureusement le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Son financement et son appui à un certain nombre de projets dont bénéficie ma région méritent tous les éloges. Cependant, nous continuons à nous opposer à l'utilisation du PNB par tête d'habitant comme indice pour déterminer le niveau de développement des petits pays insulaires et fonder leur éligibilité à l'octroi de financements pour le développement. S'il est vrai que cet instrument est parfait pour les grands pays pour lesquels il a été conçu, dès lors qu'il est appliqué aux petits pays insulaires, il devient source de distorsion.

Cette mesure ne tient pas suffisamment compte du fait que pour une petite population, le coût par personne pour les services de base est beaucoup plus élevé que pour des populations importantes, même dans les pays pauvres. Elle ne reflète pas l'incapacité inhérente à nos industries manufacturières embryonnaires de pénétrer les grands marchés, leurs niveaux de production étant le reflet de leur petite taille. Elle ne récompense pas la bonne gestion et les sacrifices, préférant à la place la fiction selon laquelle un pays insulaire en développement, petit mais bien géré et qui a progressé, est développé et n'a, dès lors, pas besoin d'assistance, la mesure du PNB par habitant en ayant, par un indice faussé, décidé ainsi. Nous sommes flattés que l'on nous considère comme développés, mais c'est faux. Nous rejetons donc l'utilisation du PNB par habitant comme instrument de mesure et nous demandons que des paramètres plus fiables soient utilisés lorsqu'il s'agit de l'aide à accorder aux petits pays insulaires en développement.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Hurst (Antigua-et-Barbuda)

Dans les projets d'amélioration de l'environnement, les petits pays insulaires en développement ont réussi à persuader leurs partenaires les plus importants de reconnaître que leur vulnérabilité spécifique mérite une attention particulière. A cet égard, Antigua-et-Barbuda, dans le rapport sur l'état de la nation qu'elle a présenté à la Conférence des Nations Unies pour l'environnement et le développement (CNUED), a recensé les domaines hautement prioritaires touchant à son patrimoine de ressources qui requièrent une assistance spéciale. Nous espérons que le PNUD et son mécanisme de financement "Capacité 21" reconnaîtront nos besoins spéciaux.

Antigua-et-Barbuda félicite le Fonds de développement des Nations Unies pour les femmes (UNIFEM) pour sa remarquable promotion des droits de la femme. Reconnaître qu'un développement réussi repose sur la contribution sans obstacle de chaque adulte sain de corps et d'esprit, quel que soit son sexe, ne nous demande aucun effort particulier. L'élimination de la discrimination de facto à l'encontre des femmes est donc d'une importance vitale pour mon pays et ma région. L'UNIFEM, partenaire actif dans le processus de développement, peut compter sur l'engagement ferme d'Antigua-et-Barbuda envers son objectif universel de permettre aux femmes de s'épanouir, afin de renforcer le développement et d'assurer l'impartialité de la justice à l'égard des sexes.

Les injustices qui ont frappé les peuples autochtones du monde doivent également cesser au plus tôt. A cette fin, les Nations Unies ont proclamé 1993 Année internationale des peuples autochtones du monde. En décembre 1993, les progrès seront mesurés par les faits et non par les mots. La législation nationale et les projets financés qui visent à garantir la survie continue des peuples autochtones habitant dans des coins isolés de notre planète doivent être mis en place. Ayant perdu les Arawaks et les Caribes, autochtones d'Antigua-et-Barbuda à partir de 1492, mon pays se doit d'assurer que les peuples autochtones sans défense qui vivent sur les terres de nos ancêtres depuis des millénaires soient bien protégés par les Nations Unies.

Chaque année, Antigua-et-Barbuda attire l'attention de l'Assemblée générale sur la situation du dernier continent non habité de la planète - l'Antarctique. L'année dernière, nous nous sommes réjouis lorsque

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Hurst (Antigua-et-Barbuda)

les 26 Etats parties au Traité sur l'Antarctique ont conclu un accord contraignant interdisant l'exploration et l'exploitation pétrolière de l'Antarctique pendant 50 ans, jusqu'à l'an 2040. Bien que cet accord ait pour heureux effet de contenir la cupidité de la génération actuelle, nous estimons que l'Antarctique ne doit jamais devenir la possession des seuls grands Etats. Transformer l'Antarctique en parc mondial ou en zone protégée sous le contrôle des Nations Unies serait une garantie plus sûre de sa préservation.

Au cours de l'année qui s'est écoulée, plus d'êtres humains sont morts de faim et de violence en Somalie que n'en compte la population totale de mon pays. Des dizaines de milliers d'autres vont mourir dans les mois à venir d'une violence due aux hommes mais encore aggravée par les ravages de la nature. Les Nations Unies, reconnaissant le désespoir de 4,5 millions de Somalis doivent intensifier encore leurs efforts pour trouver une solution à la crise.

Pour ce qui est de la Bosnie-Herzégovine, les Nations Unies n'ont épargné aucun effort pour mettre fin à la crise. La Communauté européenne semble résolue à admettre que certaines crises exigent davantage qu'une réaction régionale. Nous qui venons d'Amérique latine et des Caraïbes et dont l'organisation régionale s'est penchée sur la question insoluble d'Haïti avec peu de succès, nous pouvons tirer avantage de l'expérience européenne pour nous guider.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Hurst (Antigua-et-Barbuda)

Mon pays se réjouit avec les pays d'Amérique centrale que la paix s'étende sur leur région. On dit que le son des activités laborieuses en cours a remplacé celui des canons en action. Mais, si l'on veut, à l'avenir, prévenir une guerre civile, les systèmes économiques qui ont cours en Amérique centrale doivent devenir beaucoup plus cohésifs : le partage des richesses doit aller plus loin que le goutte-à-goutte qui parvient aux pauvres.

Le faible espoir de paix au Moyen-Orient est encourageant. Antigua-et-Barbuda félicite les Israéliens et les Palestiniens de s'être enfin assis ensemble pour négocier leur avenir. Nous espérons que bientôt Israël pourra exister à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, et que les Palestiniens posséderont un Etat souverain en propre.

Nous nous réjouissons de la vague de paix qui s'étend au Liban. Malgré les problèmes non résolus, que le système électoral s'est efforcé de traiter, le Liban se tourne vers l'avenir dans la certitude d'une paix qui lui a échappé pendant plus d'une décennie. Une terre aussi belle, aux cultures aussi variées et comptant autant de personnes chaleureuses que le Liban doit s'engager à entrer dans le XXIe siècle en paix avec lui-même.

Ma délégation terminera en rappelant que l'histoire moderne de notre région pacifique des Caraïbes a commencé il y a 500 ans, lorsqu'un autre monde est entré en collision avec elle. La quête de l'accumulation des richesses qui a propulsé un monde vers l'autre demeure la force motrice de la civilisation dominante d'aujourd'hui. Et pourtant, des réseaux complexes se sont tissés au sein de ce thème sous-jacent, que même un tout petit pays comme le mien peut aider à façonner.

Le 3 octobre 1736, par exemple, il y a exactement 256 ans cette année, une révolution d'esclaves manquée a eu lieu à Antigua. Les dirigeants de cette révolution sont les héros de la population éprise de paix d'Antigua-et-Barbuda. En 1736, nos héros se sont efforcés de détruire un système pervers qui garantissait l'accumulation la plus certaine de richesses aux dépens de la misère humaine. De leur propre chef, par conséquent, les habitants actuels d'Antigua-et-Barbuda, les descendants de ces esclaves comme ceux de ces maîtres d'esclaves, ont déclaré que dans la hiérarchie des valeurs, la liberté les prime toutes.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Hurst (Antigua-et-Barbuda)

En 1992, c'est l'être humain et non l'accumulation des richesses qui est au centre du développement de la civilisation. Or nos pays sont maintenant engagés dans un grand débat sur l'avenir, et l'Assemblée générale des Nations Unies en est la tribune. Préserver l'ensemble du système des Nations Unies d'une homogénéisation de sa pensée est d'importance cruciale à un moment où le nouvel ordre mondial naissant est de plus en plus façonné par une seule puissance.

Notre tâche ne vise pas seulement à exprimer un point de vue divergent, mais à démontrer, de façon concrète, que la raison d'être de la civilisation des 500 prochaines années n'a pas encore été décidée. En fait, compte tenu de la menace que posent à l'existence même des petites îles la montée du niveau des mers, les ouragans violents, le déversement des déchets dangereux et autres calamités écologiques menaçantes, le fardeau de définir l'avenir risque fort bien de retomber sur les penseurs et les acteurs de ces petits pays, les plus vulnérables.

En fait, notre premier ministre, l'honorable V. C. Bird, a fréquemment dit qu'une petite taille ne signifiait pas pour autant un petit esprit ou l'absence de grandes idées. Et ainsi, ayant dûment tiré les leçons de l'histoire, mes compatriotes et moi-même continuerons de faire tout notre possible, aux Nations Unies et ailleurs, pour influencer l'avenir. Nous nous appuierons sur notre sagesse collective, sur la force de nos institutions, sur la vitalité de nos jeunes et sur la volonté de nos dirigeants pour exercer cette influence. Notre existence même exige le succès; et c'est ainsi que nous réussirons.

M. TOURE (Guinée-Bissau) : Au nom de mon pays et de mon gouvernement, je voudrais tout d'abord adresser nos félicitations à M. Ganev à l'occasion de son élection à la présidence de la quarante-septième session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies. Sa compétence et la riche expérience acquise au cours de sa carrière diplomatique au service de son pays, la Bulgarie, qui jouit d'un grand prestige sur l'arène internationale, constituent pour les membres de cette assemblée des gages certains du succès de nos travaux.

Ma délégation se félicite particulièrement de ce choix, parce que nos deux pays entretiennent de bonnes relations, marquées entre autres par l'aide massive que son pays a apportée à la lutte de libération héroïque de notre

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Touré (Guinée-Bissau)

peuple et du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC) contre le colonialisme. De ce fait, je peux d'ores et déjà l'assurer de la collaboration de ma délégation dans l'accomplissement de la haute mission que l'Assemblée vient de lui confier.

Ma délégation présente ses félicitations et exprime sa gratitude à S. E. M. Samir Shihabi, qui a su, avec talent, sagesse et efficacité, diriger les travaux de la quarante-sixième session. Nous lui souhaitons plein succès dans ses futures entreprises.

Nos félicitations et nos remerciements vont aussi au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, S. E. M. Boutros Boutros-Ghali, pour les efforts qu'il déploie sans relâche et de manière constante, clairvoyante, et avec succès, en vue de préserver la paix et la sécurité dans le monde.

Nous rendons hommage au dévouement du Secrétaire général, à sa capacité de vision et d'action, et particulièrement à son souci de préserver, en toute circonstance, le prestige et l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies.

Son prédécesseur, S. E. M. Pérez de Cuéllar, qui a travaillé d'arrache-pied pour le renouveau du système des Nations Unies, pour l'instauration de la paix et de la sécurité internationales et pour le développement, mérite de ce fait toutes nos félicitations et notre vibrant hommage pour l'oeuvre accomplie au service de la communauté internationale. Que nos voeux et nos souhaits l'accompagnent aussi dans ses entreprises.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Touré (Guinée-Bissau)

L'admission de nouveaux Membres constitue pour notre organisation une étape importante pour son universalité et permet, ainsi, de lui conférer une plus grande action et un dynamisme dans la réalisation de ses objectifs. C'est pour cela que la République de Guinée-Bissau accueille avec joie les nouveaux Membres qui ont rejoint notre grande famille depuis la quarante-sixième session et qu'elle leur souhaite la bienvenue. Que tous ces pays trouvent par là nos félicitations et toute la disponibilité de la délégation de la République de Guinée-Bissau.

La quarante-septième session se tient à un moment où les relations internationales connaissent un nouvel élan de progrès et de dynamisme, et cela, grâce aux mutations profondes qu'a subit le monde.

Le Secrétaire général, à la demande du Conseil de sécurité, nous a présenté un rapport, intitulé "Agenda pour la paix", où il évoque avec pertinence le concept de la diplomatie préventive et les notions du maintien, du renforcement et de la consolidation de la paix à travers le monde. La République de Guinée-Bissau appuie ces initiatives.

Cette dynamique nouvelle, qui, aujourd'hui d'ailleurs, caractérise les relations internationales désormais libérées de la guerre froide, constitue un grand espoir de stabilité et a ouvert la voie à des perpectives de paix, d'entente et de coopération, lesquelles ont permis aux Nations Unies de contribuer à la prise d'initiatives concrètes pour le règlement de nombreux conflits.

Oui, le monde connaît un changement extraordinaire. Partout le mouvement en faveur d'une meilleure démocratisation et d'un respect des droits fondamentaux de l'homme se manifeste. Et nous savons que de telles revendications restent lettre morte si elles ne s'accompagnent pas d'un même mouvement vital de bien-être et de prospérité.

Pour le reste, un certain nombre d'autres événements importants et dramatiques secouent ces derniers temps le monde et nous poussent au pessimisme.

Je suis convaincu qu'aujourd'hui, comme par le passé, notre assemblée saura se retrouver sur l'essentiel.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Touré (Guinée-Bissau)

La situation ne s'améliore guère en Afrique australe malgré l'annonce des réformes devant mettre fin au système de l'apartheid. Au regard des derniers développements intervenus dans ce pays, nous restons préoccupés. Nous suivons cependant avec grand intérêt les mesures d'abolition des lois ségrégationnistes qui ont été prises par le Gouvernement sud-africain que nous invitons à poursuivre les négociations avec les mouvements anti-apartheid en vue de l'élimination définitive du système d'apartheid dans ce pays, où aujourd'hui encore l'écrasante majorité de la population n'a toujours pas le droit de voter, de décider de son sort et de choisir librement ses dirigeants. Des violences interethniques suscitées et entretenues par certaines forces rétrogrades continuent de secouer et d'ensanglanter le pays.

Ma délégation invite la communauté internationale à maintenir la pression sur le Gouvernement sud-africain afin que le processus engagé débouche sur l'éradication totale de l'apartheid et sur l'instauration d'une société démocratique et multiraciale.

L'Assemblée n'ignore sans doute pas les liens fraternels d'amitié qui unissent le peuple guinéen au peuple frère de l'Angola. C'est pourquoi la République de Guinée-Bissau, son peuple et son gouvernement ont salué avec joie le processus de rétablissement de la paix intervenu dans ce pays, qui a abouti à l'instauration du multipartisme et à des élections démocratiques, libres et universelles.

Pour le peuple angolais, une voie nouvelle s'est ouverte lui permettant de se consacrer à la reconstruction et au développement de sa patrie meurtrie par tant de souffrances. En cette occasion de célébration de la paix et de l'entente retrouvées, le Gouvernement de Guinée-Bissau renouvelle à l'Angola ses sentiments fraternels de solidarité et ses voeux les plus chaleureux de prospérité.

Nous formons le voeu ardent que le processus de paix au Mozambique connaisse la même issue pour que très bientôt la communauté internationale puisse célébrer la fin de la douloureuse destinée dans laquelle la guerre civile a plongé ce pays. Nous encourageons le Gouvernement mozambicain à persévérer dans la voie du dialogue, et nous exhortons la RENAMO à faire montre de bonne volonté afin de permettre l'instauration rapide de la paix dans ce pays si durement éprouvé par tant d'années de violence.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Touré (Guinée-Bissau)

Au Sahara occidental, nous formons le voeu que les conditions soient rapidement créées afin que le référendum d'autodétermination, sous l'égide des Nations Unies, se tienne le plus tôt possible en vue de l'instauration dans cette région d'un climat durable de paix et de sécurité.

Au Libéria aussi, les efforts de la CEDEAO visant à créer une atmosphère propice à la normalisation de la situation politique et à la tenue d'élections démocratiques n'ont malheureusement toujours pas porté leurs fruits. Nous réitérons notre appel aux parties belligérantes, le Front national patriotique du Libéria, notamment, afin qu'elles respectent scrupuleusement les accords de Yamoussoukro, celui du 30 octobre 1991 en particulier.

La recherche d'une solution dynamique du règlement global des problèmes de ce pays, fondé sur le respect du droit de tous, s'impose. Elle ne dépend pas que de la volonté des Etats et des peuples de la région. Elle doit aussi engager tous ceux qui, pour des raisons diverses, influencent le comportement des différents acteurs en présence, afin que s'instaure une paix juste et durable.

La Somalie est devenue un lieu de carnage et un souci permanent de la communauté internationale. On connaît depuis quelque temps une guerre civile fratricide qui développe des conséquences désastreuses pour ce pays et sa population civile sans défense. Notre assemblée, forum de sensibilisation et tribune d'appel, ne manquera certainement pas d'interpeller la communauté internationale pour une aide plus concrète et plus conséquente, face à la nouvelle donne, afin de mettre un terme à ce conflit sanglant et déraisonnable.

Nous lançons toutefois un appel pressant aux parties en conflit afin qu'elles respectent les termes des accords signés à Djibouti et acceptent d'alléger les souffrances de ce brave peuple. La République de Guinée-Bissau, quant à elle, appuie toute proposition tendant à trouver le plus vite possible une solution pacifique à ce conflit.

Dans la corne de l'Afrique, il y a aussi l'Ethiopie, dont nous encourageons les autorités à poursuivre le dialogue entamé pour une sécurité et une paix durables dans le pays et dans la région.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Touré (Guinée-Bissau)

Au Moyen-Orient, nous sommes convaincus que la paix est possible si les parties en conflit sont animées de volonté politique. La Guinée-Bissau souhaite donc qu'une solution négociée rapide soit trouvée au problème du Moyen-Orient afin que les peuples de cette région puissent vivre en paix. Le peuple palestinien a droit cependant à une patrie, à un Etat souverain, dans des frontières sûres et internationalement reconnues. C'est pourquoi mon pays appuie et encourage toutes les initiatives prises pour ramener la paix entre les peuples palestinien et israélien.

Nous saluons les perspectives ouvertes par le rétablissement de la sécurité et de la paix au Liban. Le monde entier admire le courage des Libanais et, j'en suis convaincu, tout le monde les aidera à faire triompher leurs idées. Le peuple libanais y trouvera un stimulant et une source de fierté justifiée.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Touré (Guinée-Bissau)

Au Cambodge, après les négociations, de nouvelles perspectives sont ouvertes pour une paix durable. Une des dernières perspectives est l'organisation d'élections libres qui sont en cours de préparation avec l'aide si heureuse de l'Organisation des Nations Unies, que nous tenons ici à féliciter et à encourager. Nous pensons et espérons que l'organisation de ces élections libres et démocratiques mettra fin aux longues années de souffrance du peuple héroïque du Cambodge.

Quant à la question du Timor oriental, la République de Guinée-Bissau souhaite une solution pacifique acceptable et rapide de ce problème grave qui nous préoccupe.

Le peuple maubère doit recouvrer son droit légitime à l'autodétermination et à l'indépendance, si tel est son souhait. Je dis bien : si tel est son souhait. C'est pourquoi nous saluons la rencontre de délégations de haut niveau entre le Portugal et l'Indonésie, sous les auspices des Nations Unies, pour trouver le cadre nécessaire à un règlement convenable pour toutes les parties au conflit. Nous tenons ici à assurer toutes les parties impliquées dans ce processus désireuses de trouver un dénouement rapide et heureux de ce conflit, de toute notre disponibilité et de notre appui.

Malgré leur admission à l'Organisation des Nations Unies, les deux Corée n'ont pas encore trouvé un terrain d'entente pour la réunification de la grande nation coréenne. La République de Guinée-Bissau a eu le privilège de nouer de bonnes relations de coopération économique et diplomatique avec les deux Corée (Nord et Sud); c'est pourquoi elle lance un appel aux deux Corée afin qu'elles poursuivent les négociations pour une réunification rapide de la grande patrie coréenne.

Dans le même ordre d'idées, la République de Guinée-Bissau exhorte les communautés chypriotes à continuer les négociations avec l'aide du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, en vue du règlement pacifique du conflit chypriote.

La République de Guinée-Bissau, toujours à la recherche de la paix et de la concorde entre les nations, a noué des relations diplomatiques de coopération, d'amitié entre elle et tous les pays épris de paix et de justice à travers le monde.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Touré (Guinée-Bissau)

Guidée par cette philosophie, elle maintient aussi des relations diplomatiques de coopération et d'amitié avec la République de Chine-Taiwan. C'est pourquoi elle voudrait appuyer ici et faire sienne la mention faite sur ce pays par Mme la Présidente du Nicaragua du haut de cette tribune.

A ce propos, nous rendons un hommage mérité au précieux concours qu'apporte à l'effort de développpement de mon pays un autre pays appartenant au monde en développement, la République de Chine, dont les performances au plan économique, qui la situent aujourd'hui parmi les grandes puissances économiques du monde, sont à maints égards exemplaires.

En Amérique latine, nous saluons et soutenons le processus de paix engagé sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, pour le rétablissement de la sécurité et de la stabilité dans la région.

Depuis l'événement du 30 septembre en Haïti, S. E. le Président Aristide, constitutionnellement élu, attend toujours avec son gouvernement de reprendre leurs places légitimes, qui leur reviennent de droit. La communauté internationale et l'Organisation des Etats américains doivent les y aider.

La Guinée-Bissau, qui souhaite un règlement pacifique et rapide de ce conflit, exhorte néanmoins les parties en cause à la raison et au respect du droit fondamental du peuple haïtien.

Les tensions et les conflits croissants en Europe centrale et orientale mettent en danger la paix et la sécurité internationales.

La République de Guinée-Bissau suit anxieusement l'évolution de la situation dans l'ancienne Yougoslavie. Nous déplorons chaque jour les violences et la haine qui accompagnent les affrontements, lesquels entraînent de nombreuses pertes en vies humaines.

C'est pourquoi la République de Guinée-Bissau loue les entreprises et les efforts de l'Organisation des Nations Unies, à travers son secrétaire général, et de la Communauté économique européenne, en vue de parvenir à une solution pacifique du conflit interethnique.

Les missions déjà couronnées de succès et la confiance retrouvée dans notre organisation constituent des motifs sérieux de satisfaction et surtout d'espoir. La République de Guinée-Bissau formule le voeu que tous ceux qui font face à des conflits redécouvrent les vertus du dialogue et de la concertation, qui sont les seules armes qui mènent à la paix.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Touré (Guinée-Bissau)

Le Gouvernement du général Joao Bernardo Viera, Président du Conseil d'Etat de la République de Guinée-Bissau, a engagé la Guinée-Bissau tout entière dans un processus de démocratisation pluraliste et d'instauration d'un Etat de droit d'une part, et, d'autre part, dans un redressement et un assainissement économiques, en vue d'une plus grande justice sociale.

Le processus de démocratisation en cours en Guinée-Bissau est perçu partout comme le signe évident d'un changement fondamental ayant pour finalité la justice, la stabilité sociale et un mieux-être. Pour être efficient et concret, ce processus se base sur les réalités historiques, sociales et culturelles de mon pays.

En ce qui nous concerne, l'adoption récente de la loi électorale réduit l'écart entre les aspirations populaires et la réalité, et donne à chaque citoyen les moyens de s'exprimer librement et de s'émanciper. Le désengagement progressif de l'Etat du secteur industriel et commercial, l'encouragement à l'initiative privée, la promotion de la propriété individuelle, la création de conditions de stabilité sociale, d'unité et de cohésion nationales sont au coeur de ces transformations en cours dans notre pays.

Toutefois, l'expérience a prouvé que la réalisation des objectifs démocratiques dans les pays africains ne va pas sans quelques troubles et remise en cause. Cette volonté de démocratisation se heurte hélas aux difficultés découlant de la mise en oeuvre des politiques d'ajustement structurel qui, il convient de le souligner, ne bénéficient pas du soutien attendu des donateurs.

Cette situation aggrave l'état de dénuement et le sentiment de frustration de nos populations. Aussi, la dépendance de la Guinée-Bissau en particulier, et des Etats africains, en général, vis-à-vis des institutions internationales et des partenaires bilatéraux s'en trouve renforcée.

Il ne fait aucun doute que nous nous trouvons à une étape décisive et historique unique vers laquelle tous les efforts doivent converger afin que toutes les tendances positives observées soient consolidées et rendues irréversibles et que les relations entre les partis et les Etats aient une dimension nouvelle.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Touré (Guinée-Bissau)

Cette dynamique nouvelle qui, aujourd'hui, caractérise les relations internationales constitue un grand espoir de stabilité, et a ouvert la voie à des perspectives de paix et d'entente.

Dans tous les cas, la Guinée-Bissau s'est attelée tout le temps à s'orienter dans ses rapports avec l'extérieur vers une politique basée sur la confiance, le dialogue et la concertation.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Touré (Guinée-Bissau)

Le processus d'ouverture démocratique amorcé en Guinée-Bissau et la libéralisation économique qui en résulte ont besoin du soutien constant de la communauté internationale. Ce processus démocratique mérite d'être soutenu, car il ne saurait y avoir de démocratie véritable sans développement. Dès lors, il est clair qu'une démocratie non assise sur une base économique solide n'est que mirage.

Il n'est guère aujourd'hui possible de traiter des relations internationales sans évoquer, avec tristesse, la gravité de la crise économique des pays en développement en général et des pays africains surtout en particulier.

La baisse des recettes d'exportation, la dette extérieure, l'insuffisance des ressources pour le développement, et ajoutées à tout cela les calamités naturelles, ont contribué à accentuer la dégradation des conditions socio-économiques dans beaucoup de pays.

Les Nations Unies ont pris conscience de cette situation et ont adopté un programme de redressement économique et de développement en notre faveur. Les objectifs prévus, cependant, n'ont pas été atteints. La réponse attendue des pays développés et des institutions économiques et financières internationales n'a pas été à la mesure de leurs engagements, alors que la plupart des pays africains ont accepté d'opérer les réformes qui leur ont été imposées.

Et cependant, l'Afrique reste toujours disposée à renouveler son engagement à appliquer les politiques de transformations nécessaires, comme en témoignent, entre autres, l'adoption de la Charte africaine de la participation populaire au développement et à la transformation et les propositions faites à l'issue de l'évaluation finale du Programme. Il faudrait, en effet, que le nouveau cadre de coopération puisse nous assurer :

Premièrement, un apport suffisant de ressources;

Deuxièmement, la réduction et l'annulation de la dette;

Troisièmement, l'adoption de solutions durables au problème des produits de base, avec l'espoir que le pacte ainsi conclu rencontrera l'adhésion réelle des partenaires de l'Afrique.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Touré (Guinée-Bissau)

Malgré les efforts louables entrepris réellement par les gouvernements africains dans le cadre de l'application des programmes d'ajustement structurel, la situation économique et les conditions de vie demeurent de plus en plus difficiles.

Le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990, qui avait suscité de grands espoirs, n'a malheureusement pas répondu aux préoccupations légitimes des peuples et dirigeants africains pour une croissance et un développement économique et social viable.

Les approches adoptées jusque-là pour trouver une solution au grave problème de la dette, bien qu'encourageantes à certains égards, sont loin de répondre aux préoccupations économiques réelles des pays en développement. La recherche d'une solution au problème de l'endettement extérieur des pays en développement doit non seulement faire appel à un grand renforcement de la solidarité au sein de la communauté internationale et à une responsabilité partagée entre créanciers et débiteurs, mais aussi tenir compte de l'objectif de croissance des pays en développement.

Comme nous l'avons dit plus haut, le monde connaît un changement extraordinaire. Partout, le mouvement en faveur d'une meilleure démocratisation, d'un respect des droits fondamentaux de l'homme, se manifeste. Et nous savons que de telles revendications restent lettre morte si elle ne s'accompagnent pas d'un même mouvement vital de bien-être et de prospérité.

Par ailleurs, la communauté internationale doit accorder une attention particulière à la mise en oeuvre de la Déclaration et du Programme d'action pour les pays les moins avancés, adoptés lors de la Conférence de Paris, qui reste une charte pour nous.

Nous lançons un appel pressant à la communauté internationale pour que des actions urgentes et appropriées soient prises en vue de l'adoption d'un programme de coopération conséquent pour le développement des pays en développement, et surtout de l'Afrique, continent presque oublié.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Touré (Guinée-Bissau)

A cet égard, ma délégation salue l'initiative du Gouvernement japonais de convoquer une fois de plus en 1993 une Conférence au Sommet sur le développement de l'Afrique, ainsi que la proposition française faite par le Président François Mitterrand, d'une réunion de haut niveau sur le développement social.

Le chemin suivi par nos pays, vers plus de liberté et de démocratie, conforte la conception exprimée dans le "Rapport mondial sur le développement humain", récemment publié par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et dans lequel il est recommandé "une forme participative du développement, où l'être humain est placé au centre du processus de prise de décision".

De ce fait, nous nous félicitons et nous soutenons sans réserve la décision tendant à la convocation du Sommet mondial sur les droits de l'homme prévu pour 1993 à Vienne.

Dans le même ordre d'idées, les femmes en Guinée-Bissau ont participé tout comme les hommes à la lutte de libération de notre pays. Ainsi, elles ont, en même temps, lutté pour arracher leur liberté et parfaire leur émancipation.

C'est pour toutes ces raisons que mon gouvernement appuie sans réserve la Conférence mondiale sur les femmes, devant se tenir en 1995. Cette conférence tant attendue offrira l'occasion de passer en revue à un très haut niveau les problèmes des femmes dans le monde.

Un développement économique et social soutenu et durable ne pourrait être réalisé que dans le contexte d'un environnement sain. De notre point de vue, la Conférence de Rio a été une réussite, mais plus décisive encore est l'application des décisions prises à cet important forum de très haut niveau. Après la tenue de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, nos espoirs demeurent aujourd'hui tournés vers la Commission du développement durable qui devra se réunir au niveau ministériel et dont la tâche sera déterminante pour suivre l'exécution des programmes définis dans Action 21 et veiller à leur intégration.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Touré (Guinée-Bissau)

Dans cet ordre d'idées, qu'il me soit permis, au nom de ma délégation, d'adresser nos plus chaleureuses félicitations et nos plus sincères remerciements à M. Maurice Strong pour le travail remarquable qu'il a accompli à la tête d'une équipe dynamique, dont la compétence et l'efficacité sont aujourd'hui reconnues par l'ensemble des délégations. Les efforts inlassables que M. Strong n'a cessé de déployer tout au long du processus préparatoire, ainsi que son engagement personnel à la noble tâche dont la communauté internationale l'avait investi, ont été les meilleurs garants du succès historique de la Conférence de Rio de Janeiro. Nous osons croire qu'il est l'un des mieux placés, sinon le mieux préparé, pour guider les premiers pas du Secrétariat de cette commission. Cela est certainement essentiel pour garantir une mise en oeuvre effective et un suivi efficace et rapide des engagements pris à Rio.

A cet effet, le secrétariat de la Commission sur l'environnement durable devra nécessairement être une structure identifiable. Son personnel devra être hautement qualifié, répondant à une distribution géographiquement équitable et reposant essentiellement sur l'expérience acquise si nécessaire dans le processus préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED).*

---

* Le Président assume de nouveau la présidence.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Touré (Guinée-Bissau)

Mettre rapidement la structure et les hommes compétents devant agir en place pour appliquer les recommandations et décisions de Rio nous amène à considérer que les solutions aux problèmes d'environnement doivent impérativement tenir compte du développement dans toute sa dimension, et particulièrement des réalités socio-économiques régionales.

La Guinée-Bissau, membre du Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), est frappée dans une des parties de sa région par la sécheresse et appelle de tous ses voeux la création rapide d'un comité intergouvernemental qui sera chargé de l'élaboration d'une convention internationale pour lutter contre la sécheresse et la désertification.

La République de Guinée-Bissau, quant à elle, réaffirme encore une fois son adhésion à la Convention de Bamako portant interdiction de l'importation de déchets en Afrique ainsi qu'à l'engagement de Bamako des pays africains relatif à leur priorité dans le domaine de l'environnement.

Le Sommet mondial pour les enfants, tenu en 1990, a posé de nouveaux jalons pour l'amélioration des conditions de vie sociale des enfants à travers le monde.

Nous avons adhéré aux décisions et recommandations en émanant et les avons appliquées car, comme notre leader immortel, Amilcar Cabral, le disait, "les enfants sont les fleurs de notre lutte et la raison de notre combat".

C'est pourquoi la Conférence de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) sur l'enfant africain, qui se tiendra en novembre prochain à Dakar, au Sénégal, sera l'occasion de démontrer notre solidarité agissante envers cette enfance qui, hélas, souffre de tous les maux, et l'occasion de démontrer aussi que la communauté internationale est solidaire de la jeunesse africaine tout entière.

Les tensions entre l'Est et l'Ouest étant désormais résolues, les antagonismes idéologiques sont démantelés. Il ne reste plus alors qu'une dimension contraignante à prendre en compte, celle du développement des pays pauvres, nécessaire aussi pour assurer la paix et la sécurité internationales.

Durant des années, dans l'enceinte de la présente Assemblée, de hautes personnalités sont montées à cette tribune pour attirer notre attention sur le rôle déterminant du désarmement dans l'évolution des pays en voie de développement surtout. C'est une dimension dont il faut se souvenir et que nous ne devrions jamais oublier dans nos travaux.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Touré (Guinée-Bissau)

C'est pourquoi la République de Guinée-Bissau appuie l'instauration d'un climat moral et politique qui vise l'élimination totale de toutes les armes de destruction. Car les restrictions ainsi réalisées dans les dépenses et les budgets militaires bénéficieront au développement économique et social de maintes régions de par le monde en général et d'Afrique en particulier.

Comme pour l'environnement, pour les autres maux dont souffre l'Afrique, le SIDA, la tuberculose, la fièvre jaune, la drogue, et j'en passe, l'on pourrait trouver un appui et un moyen efficace de faire face à ces fléaux avec les sommes colossales qui seraient retirées du désarmement complet et total.

C'est l'occasion pour nous de féliciter le système des Nations Unies, les bailleurs de fonds, les organisations internationales comme l'Organisation mondiale de la santé (OMS), gouvernementales et non gouvernementales, pour l'effort exercé et l'appui donné jusqu'à présent pour faire face à ces fléaux qui ravagent notre continent.

Malgré l'incertitude qui plane sur l'économie mondiale et les relations internationales en général et surtout les risques de marginalisation du continent africain, il est impensable que les peuples, pays et gouvernements touchés par la crise, cèdent au désarroi ou au découragement.

M. GYAW (Myanmar) (interprétation de l'anglais) : Au nom de ma délégation et en mon propre nom, permettez-moi, Monsieur le Président, de vous adresser nos chaleureuses félicitations à l'occasion de votre élection bien méritée à la présidence de la quarante-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Nous sommes persuadés que vous saurez conduire nos débats jusqu'à une issue fructueuse.

Permettez-moi également d'exprimer notre admiration pour la manière compétente et dynamique dont votre prédécesseur, M. Samir Shihabi, a mené les travaux de la dernière session. La manière dont il a dirigé les travaux de l'Assemblée générale à un moment particulièrement critique dans l'histoire de l'humanité a laissé une marque indélébile sur l'institution de la présidence.

La délégation du Myanmar prend note avec satisfaction des succès remarquables remportés par le Secrétaire général de l'Organisation au cours de la brève période qui s'est déroulée depuis son entrée en fonctions. L'Organisation mondiale doit se féliciter d'avoir à sa barre un homme d'Etat de sa stature et de son expérience à ce stade de l'histoire. Il préside aux destinées de notre organisation à un moment où non seulement elle est saisie

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Gyaw (Myanmar)

d'importantes opérations de maintien de la paix mais où elle affronte aussi des incertitudes dans plusieurs parties du monde. Qu'il me soit permis de l'assurer de tout l'appui de la délégation du Myanmar.

Je tiens également à saisir cette occasion pour exprimer notre profonde appréciation à M. Javier Pérez de Cuéllar, le Secrétaire général précédent, pour la sagesse et la compétence avec lesquelles il a guidé notre organisation au cours d'une période difficile et éprouvante.

Dans une brève période de 10 mois, notre organisation s'est rapidement accrue grâce à l'admission de 13 nouveaux Membres. La délégation du Myanmar leur souhaite une cordiale bienvenue parmi nous.

L'admission de ces nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies reflète les changements significatifs qui ont lieu dans la vie internationale contemporaine et elle rapproche de plus en plus de l'universalité la composition de l'ONU. Nous sommes convaincus que les nouveaux Membres contribueront de façon positive aux travaux de notre organisation.

La présente session de l'Assemblée générale intervient dans un climat international nettement différent de celui qui prévalait encore voilà même un an. Bien que la fin de la guerre froide ait effectivement mis un terme aux activités idéologiques et ait suscité une confiance renouvelée dans l'Organisation des Nations Unies, elle n'a malheureusement pas éliminé toutes les sources de tension et de conflit. Le recours aux armes dans les Balkans, dans la corne de l'Afrique et dans d'autres parties du monde nous rappellent la fragilité de la paix dans notre monde contemporain.

Dans ce contexte, la délégation du Myanmar est heureuse de constater que des dispositions ont été prises pour renforcer la capacité des Nations Unies de relever le double défi du maintien de la paix et de la sécurité internationales et des problèmes mondiaux. La réunion au sommet du Conseil de sécurité, qui s'est tenue le 31 janvier 1992, a été une occasion historique pour faire le point sur la situation et étudier les moyens de renforcer la coopération, notamment dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Gyaw (Myanmar)

Les perspectives nouvelles contenues dans le rapport du Secrétaire général intitulé "Agenda pour la paix", arrivent en temps opportun, alors que l'Organisation, qui a maintenant plus de 45 ans, doit s'adapter à l'évolution rapide du monde. Dans ce processus, cependant, il faut s'assurer de l'adhésion constante aux principes énoncés dans la Charte. Il y a lieu de veiller tout particulièrement à garantir la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique des Etats à l'intérieur du système international établi afin qu'elles ne soient pas entamées.

Pour être véritablement efficace, l'Organisation des Nations Unies doit inspirer par ses actions la confiance de tous les pays Membres. Ses actions doivent être guidées par un sens de la justice et par les principes de la Charte. Les décisions de l'Organisation doivent refléter cette volonté collective, plutôt que les intérêts étroits ou les préférences d'une nation ou d'un groupe de nations. Tout manquement à ces principes ne peut être que source de division et diminuer nos efforts visant à édifier un ordre international juste et équitable. Le moment est venu de savoir si l'équilibre constitutionnel entre les principaux organes de l'Organisation, en particulier entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, comme le veut la Charte, est régulièrement maintenu.

Si l'on veut que les tentatives de réforme réussissent, la confiance doit prévaloir; et la confiance, comme le Secrétaire général le dit dans son rapport :

> "c'est aussi le sentiment assuré que l'Organisation agira vite, fermement et sans partialité; qu'elle ne sera pas affaiblie par l'opportunisme politique ou par des carences administratives ou financières". (A/47/277 par. 83)

Les transformations et les incertitudes qui prévalent dans l'environnement international actuel soulignent la nécessité pour les pays du monde d'oeuvrer ensemble pour éliminer les causes profondes des querelles et des conflits. Le Mouvement des pays non alignés, qui comprend près de 110 pays en développement du monde entier, apparaît comme une organisation qui peut non seulement sauvegarder l'indépendance économique et sociale de ses Etats membres, mais aussi jouer un rôle constructif en montrant la voie d'un nouvel ordre mondial juste, pacifique et sûr. Bien que le monde ait assisté à des changements sans précédent ces dernières années, les principes sur lesquels le Mouvement

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Gyaw (Myanmar)

est solidement ancré demeurent aussi valables aujourd'hui qu'il y a 40 ans. Aussi longtemps que le monde sera confronté à des situations défavorables et que la liberté et l'indépendance des nations seront contestées, et aussi longtemps que les forts exploiteront les faibles, le Mouvement des pays non alignés, quel que soit son nom, restera pertinent. Compte tenu de l'évolution de la situation mondiale, le Mouvement peut et doit jouer un rôle de plus en plus actif dans les affaires internationales afin d'édifier un nouvel ordre mondial de justice, de paix et de sécurité. Pour cette raison, le Myanmar a participé de nouveau à la dixième Conférence du Mouvement des pays non alignés qui s'est tenue le mois dernier à Jakarta. En tant que membre fondateur, nous avons toujours chéri et respecté les principes du Mouvement, et nous sommes convaincus que nous serons en mesure d'apporter une contribution positive aux intérêts à long terme du Mouvement.

Un domaine d'activités humaines qui a bénéficié des vents du changement qui ont balayé notre monde est le désarmement. En quelques années à peine, il y a eu un nombre important d'accords sur le désarmement qui, ensemble, ont effectivement diminué la possibilité d'un conflit nucléaire entre les Etats dotés d'armes nucléaires. Afin que cette tendance positive persiste, il est impératif que l'élan créé par le Traité sur l'élimination des missiles nucléaires à portée intermédiaire et à courte portée (FNI), le Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (CFE) et les pourparlers sur la réduction des armes stratégiques (START) soit maintenu. L'accord du 16 juin 1992 conclu entre le Président Bush et le Président Eltsine, qui prévoit de nouvelles réductions des arsenaux nucléaires, est donc encourageant. Il faut noter également la décision unilatérale du Royaume-Uni, annoncée le 15 juin 1992, visant à réduire et dans certains cas même à éliminer les armes nucléaires tactiques aériennes et navales. Tandis que le Myanmar est encouragé par ces mesures récentes, nous pensons que des réductions encore plus importantes des arsenaux nucléaires par tous les Etats dotés d'armes nucléaires sont nécessaires afin d'éliminer l'épée de Damoclès qui est suspendue au-dessus de nos têtes.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Gyaw (Myanmar)

Après la guerre du Golfe et compte tenu des conflits en cours dans diverses parties de l'Europe qui traversent une période de transition, la sensibilité à la prolifération des armes nucléaires et des autres armes de destruction massive s'est accrue. Ma délégation estime que l'adhésion récente de la République populaire de Chine et de la France au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) est un pas en avant qui renforcera le régime actuel de non-prolifération nucléaire. Les cinq puissances nucléaires, qui occupent un siège permanent au Conseil de sécurité, sont maintenant des Etats parties à cet instrument multilatéral important. Cela est de bon augure pour l'avenir du TNP, alors que la conférence de réexamen doit se tenir dans moins de trois ans.

Depuis la vingtième session de l'Assemblée générale, lorsque le Myanmar s'est associé à d'autres pays pour proposer un traité sur la non-prolifération nucléaire, nous avons recherché un équilibre acceptable des responsabilités et des obligations mutuelles entre Etats non nucléaires. C'est uniquement parce que ces responsabilités et ces obligations n'ont pas été respectées que le Myanmar n'a pas signé le Traité. Maintenant que les principaux Etats dotés d'armes nucléaires ont pris des mesures en vue d'un désarmement nucléaire efficace conformément à la déclaration contenue dans le Traité et aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, le Gouvernement du Myanmar a décidé d'adhérer au TNP. Des arrangements sont en cours pour déposer les instruments d'adhésion à Londres, Moscou et Washington.

Etant donné les changements considérables intervenus dans le monde, le moment est venu pour les Etats dotés d'armes nucléaires de réévaluer leurs besoins en matière d'essais nucléaires. Nous continuons à croire qu'une interdiction complète des essais constitue une mesure indispensable pour édifier un monde exempt d'armes nucléaires. Nous sommes donc encouragés par la décision prise par la France et la Russie de suspendre les essais nucléaires en 1992, et nous espérons que d'autres pays suivront leur bon exemple.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Gyaw (Myanmar)

Cette année est une année historique dans le domaine du désarmement chimique. La conclusion positive d'une convention sur les armes chimiques est le point culminant d'années de dur labeur. Pendant plusieurs années maintenant, l'unanimité complète s'est faite dans la communauté internationale sur le besoin urgent de conclure cette convention. C'est seulement en raison de la complexité des questions en jeu - telles que la vérification sur le terrain et la garantie des droits nationaux d'accès aux technologies du développement économique alors que les nations s'acquittent de leurs obligations aux termes de l'accord - qu'il a fallu des années pour que la convention vienne à jour. La convention est l'une des réussites les plus importantes de l'histoire des négociations sur le désarmement multilatéral, et la délégation du Myanmar voudrait rendre hommage à l'Ambassadeur Adolf Ritter von Wagner, Président du Comité spécial des armes chimiques, pour ses efforts inlassables, ainsi qu'à toutes les délégations qui ont contribué à la conclusion d'un texte de consensus. Le Myanmar a toujours oeuvré à la recherche d'une interdiction totale des armes chimiques, une interdiction qui serait complète, universelle et effectivement vérifiable. En tant que pays qui ne possède ni ne fabrique ces armes de destruction massive, et n'a aucune intention de les acquérir à l'avenir, nous nous félicitons de cette convention et nous voulons figurer parmi ses premiers signataires.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Gyaw (Myanmar)

L'Accord de paix signé le 23 octobre 1991 a fourni un cadre d'ensemble pour mettre fin aux 12 années de conflit au Cambodge. Myanmar, en tant qu'ami et voisin, se félicite de cette évolution positive et espère la prompte application de l'Accord. Mais aujourd'hui le Cambodge doit faire face à un ensemble complexe de problèmes. Si ces problèmes ne sont pas traités avec diligence, la paix comme le développement économique que toutes les parties intéressées recherchent continueront à nous échapper.

L'Organisation des Nations Unies s'est engagée dans l'une des missions les plus ambitieuses de son histoire pour rétablir la paix en créant l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC), organisation qui fait un travail louable pour administrer le pays pendant la période précédant les élections. Mais pour réussir, elle a besoin de l'appui de la communauté internationale, ainsi que des parties cambodgiennes intéressées. Nous exhortons toutes les parties au conflit à coopérer sans réserve avec l'APRONUC conformément à la lettre et à l'esprit de l'accord afin que les élections puissent avoir lieu sans obstacle.

La question du Moyen-Orient continue de préoccuper la communauté internationale. Bien que le processus de paix continue d'exister grâce aux entretiens qui se déroulent à Washington, la question reste toujours sans solution. Un changement d'attitude est essentiel pour régler les questions en suspens. Ma délégation estime qu'il est encourageant que les parties directement intéressées fassent maintenant preuve d'une certaine souplesse. Nous continuons de croire qu'une paix juste, globale et durable dans la région ne peut être réalisée que par l'application fidèle et intégrale des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité.

En Afrique du Sud, un processus de réforme démocratique engagé en mars dernier a été salué comme un pas important vers le démantèlement de l'apartheid et la création d'une société non raciale. Le monde avait espéré que cette mesure donnerait une impulsion nouvelle et décisive aux négociations qui se déroulent dans le cadre de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique lancé en décembre 1991. Malheureusement, le processus politique a été interrompu par la violence qu'a déclenchée le massacre de Boipatong le 27 juin.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Gyaw (Myanmar)

Nous sommes heureux que le Président De Klerk et M. Nelson Mandela aient convenu de reprendre le dialogue. Nous espérons qu'un terrain d'entente sera trouvé pour rapprocher les principales personnalités politiques afin que la violence communautaire qui a déchiré le tissu social de l'Afrique du Sud puisse être évitée et que le processus politique puisse reprendre en vue d'une transition pacifique vers une Afrique du Sud démocratique, non raciale et unie.

L'économie mondiale reste maussade et les perspectives de reprise sont incertaines, en particulier dans l'avenir immédiat. Cet environnement économique incertain et défavorable a des incidences négatives sur tous les pays, tant développés qu'en développement, mais principalement sur les pays en développement. Le moment est venu pour la communauté mondiale de ne rien négliger pour revitaliser la croissance. Seule une économie mondiale plus dynamique peut assurer la prospérité et la stabilité du monde.

Les pays en développement sont aux prises avec la tâche très difficile de protéger leurs économies contre le ralentissement économique mondial. Leurs économies dépendant des produits de base, ils subissent les effets négatifs de la chute de la demande de leurs exportations et d'une baisse des cours des produits de base au niveau mondial. Les cours des produits de base sont au plus bas, et une reprise importante n'est pas prévue pour le moment. Ces difficultés sont encore compliquées par la persistance des tendances protectionnistes et une évolution vers l'unilatéralisme et le commerce dirigé. C'est pourquoi le Myanmar accorde une grande importance à la solidité d'un système commercial multilatéral et qu'il attend avec un intérêt particulier les résultats des négociations d'Uruguay, dont le succès devrait ouvrir la voie à la mise en place d'un régime commercial international plus ouvert.

Cependant, quelques signes encourageants sont apparus en 1991. Le transfert net par les investissements directs a montré une tendance à la hausse. Egalement, pour la première fois depuis la crise de la dette en 1982, il y a eu un transfert net positif des ressources financières vers les pays en développement importateurs de capitaux. D'un autre côté, le flux de l'aide publique au développement vers les pays en développement a stagné. Les taux d'intérêt sont restés plus élevés que jamais et les versements effectués au titre du service de la dette, bilatérale et multilatérale, ont continué d'augmenter. Il y a eu également une nouvelle augmentation de la dette

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Gyaw (Myanmar)

extérieure totale des pays en développement. Par conséquent, le problème de la dette extérieure des pays en développement est loin d'être réglé et une solution équitable et durable à la crise de la dette doit être trouvée d'urgence. En outre, pour mettre un terme au ralentissement économique et donner une impulsion nouvelle à la relance, un effort déterminé et concerté de la communauté mondiale, en particulier des pays développés dont les politiques ont une incidence directe sur l'état actuel de l'économie mondiale, est absolument nécessaire.

Avec l'apparition du nouvel ordre mondial, l'Organisation des Nations Unies sera appelée à jouer un rôle de plus en plus actif. L'étendue des tâches qui l'attendent exigera toute l'énergie et toute l'attention que l'Organisation peut leur consacrer. Le succès de l'Organisation dépendra de la volonté collective de ses membres d'oeuvrer de concert pour réaliser les objectifs de la Charte. L'Union du Myanmar, pour sa part, continuera, comme par le passé, à coopérer pleinement avec l'Organisation.

Le désir manifeste du Myanmar d'agir de la sorte est reflété dans ses activités dans des domaines de préoccupation mondiale, tels que l'environnement, la lutte contre les stupéfiants et les droits de l'homme.

Il y a quatre mois les nations du monde se sont réunies à Rio pour la Conférence historique sur l'environnement et le développement. Il appartient maintenant à l'Assemblée de prendre les mesures nécessaires pour le suivi de cette conférence et de consolider et d'exploiter les succès de Rio. Les trois documents adoptés par la Conférence et envoyés à l'Assemblée pour approbation fournissent le cadre général d'un nouveau partenariat international dans notre recherche commune d'un développement durable. Si nous voulons mettre en oeuvre le plan d'action proposé pour protéger et préserver la planète Terre, il importe de s'engager sans réserve à fournir aux pays en développement des ressources financières supplémentaires nouvelles et suffisantes sur une base prévisible. Il faut espérer qu'au cours de la présente session de l'Assemblée des mesures concrètes seront prises pour réaliser cet objectif.

Une autre tâche importante nous attend, celle de définir les procédures concrètes et les modalités organisationnelles de la Commission pour un développement durable et de les concrétiser. Cette commission étant le

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Gyaw (Myanmar)

principal mécanisme intergouvernemental recommandé par la Conférence pour le suivi et l'application de ses décisions, on ne saurait trop insister sur l'importance de la commission. A notre avis, la commission proposée sera non seulement indispensable pour effectuer l'intégration de l'environnement et du développement envisagée par le programme Action 21 mais elle contribuera en outre à renforcer le rôle de toute l'Organisation.

Beaucoup a été fait à Rio. Mais il faut faire davantage si nous voulons réaliser un développement durable pour le bien de tous aux niveaux national, régional et international. Le Myanmar est fermement attaché à la cause de l'environnement et du développement durable et, conformément à l'esprit de Rio, reste disposé à assumer ses responsabilités. Ayant signé la Convention sur la diversité biologique et la Convention sur les changements climatiques, nous prenons à présent les mesures nécessaires, conformément à nos procédures nationales, pour les ratifier rapidement. Depuis Rio, nous avons redoublé d'efforts pour le reboisement de notre pays. Nous allons également lancer une campagne de sensibilisation au niveau national pour souligner la nécessité de préserver et de protéger l'environnement. Nous constatons que la route après Rio est encore plus exigeante et stimulante que celle qui nous y a amenés. Il n'y a donc pas lieu de se montrer satisfait.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Gyaw (Myanmar)

La volonté du Myanmar d'éliminer les stupéfiants reste indéfectible. Des succès importants ont été obtenus dans ce domaine grâce aux efforts inlassables du personnel chargé de faire respecter la loi. Comme les années précédentes, la destruction de stupéfiants et de raffineries d'opium continue. Un tel événement, qui a eu lieu dans l'Etat de Shan le 5 juin 1992, a eu pour témoins des ambassadeurs, des attachés militaires et des représentants d'institutions des Nations Unies au Myanmar. Les activités dans le domaine du traitement médical, de la réhabilitation et de l'information par les médias ont été intensifiées.

Le problème des stupéfiants est complexe et exige une démarche globale. Le Myanmar, quant à lui, a adopté une approche intégrée en utilisant d'importantes ressources nationales, mais il croit fermement que ces efforts devraient s'accompagner d'une coopération aux niveaux sous-régional, régional et mondial. En juin de cette année, le Myanmar a pris une mesure importante en signant un accord de coopération sous-régional avec la République populaire de Chine et le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID). Un accord semblable a également été signé avec la Thaïlande et le PNUCID. Ces accords visent à éliminer la culture du pavot et à réduire le trafic de stupéfiants et de produits chimiques utilisés pour le raffinage de l'héroïne dans les zones frontières entre le Myanmar et la Chine et le Myanmar et la Thaïlande. Des entretiens ont également commencé entre le Myanmar et le Lao sur une coopération bilatérale dans le domaine de la lutte contre les stupéfiants. Nous avons également l'intention d'engager des pourparlers avec nos deux autres voisins, l'Inde et le Bangladesh, afin de mettre en place de semblables accords de coopération. Nous sommes certains que ces accords de coopération sous-régionale réussiront et qu'ils favoriseront la coopération mondiale pour débarrasser le monde du fléau des stupéfiants.

Dans le domaine des droits de l'homme, le Myanmar a été l'objet de critiques injustes et injustifiées de la part de certains milieux. Ces critiques ont injustement dépeint le Myanmar comme une terre où continuent de se perpétrer des atteintes manifestes aux droits de l'homme - en dépit de toute la coopération que nous continuons d'accorder aux organismes des Nations Unies chargés de la question des droits de l'homme, auxquels nous fournissons des informations ou les éclaircissements qu'ils nous demandent.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Gyaw (Myanmar)

Nous avons également fourni les informations demandées par la Commission des droits de l'homme et par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités. En signe de coopération, nous avons reçu les deux experts indépendants nommés par la Commission des droits de l'homme en 1990 et 1991 respectivement.

Je voudrais informer l'Assemblée que même si nous nous sommes dissociés de la décision prise à la quarante-huitième session de la Commission des droits de l'homme, nous recevrons le Rapporteur spécial nommé par la Commission pour marquer notre respect à l'égard de l'ONU, de même que notre bonne volonté et notre coopération. Nous sommes certains que sa visite sera utile. Il pourra aussi constater de visu la situation qui règne véritablement dans notre pays.

Je suis heureux d'informer l'Assemblée que le 24 août 1992 l'Union du Myanmar a accédé à la quatrième Convention de Genève de 1949, montrant ainsi son attachement aux principes humanitaires internationaux. Les principes consacrés dans ces conventions ne sont pas nouveaux pour nous. Ils sont intégrés au processus d'éducation et de formation des forces armées du Myanmar et font partie des valeurs chères à notre peuple.

Cette année, de nombreux changements importants sont survenus dans la marche de notre pays vers un Etat démocratique multipartite. Ces changements attestent de l'intégrité du Conseil d'Etat chargé du rétablissement de la loi et de l'ordre, qui entend respecter l'engagement qu'il a pris de s'acquitter de répondre aux aspirations du peuple du Myanmar.

Conformément au programme de mise en oeuvre énoncé dans la Déclaration 1/90 du 27 juillet 1992, le Gouvernement a publié une déclaration de suivi le 24 avril 1992, qui définit le programme à appliquer dans un délai précis au titre de la convention nationale qui définira les principes de base d'une nouvelle constitution. Nos expériences passées, parfois amères, nous ont montré que seule une constitution solide peut garantir un gouvernement fort, en mesure d'assurer la paix, la tranquillité et la prospérité de la nation.

Conformément au programme de mise en oeuvre, un Comité directeur de 15 membres a été créé le 28 mai 1992. Ce comité directeur a rencontré des délégués des représentants élus des partis politiques et des représentants indépendants élus en juin et juillet pour examiner et coordonner les questions ayant trait à la catégorie et au nombre de délégués à inviter à la convention

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Gyaw (Myanmar)

nationale. A la suite d'un échange de vues libre et franc entre participants, il a été convenu en général que les représentants élus, les représentants des partis politiques, les représentants des races nationales, des paysans, des travailleurs, des intellectuels, des technocrates et des employés, de même que des personnes spécialement invitées, devront faire partie de la convention nationale. Les groupes terroristes qui renoncent à la lutte armée et rentrent dans la légalité auront aussi la possibilité d'y participer. Il y a un accord complet sur le fait que la constitution qui doit être rédigée devra préserver et garantir les trois principales causes nationales : la non-désintégration de l'Union, la non-désintégration de la solidarité nationale et le maintien de la souveraineté nationale.

Le succès de la réunion de coordination a permis au pays de franchir un seuil et de mettre en route un processus politique important. La Convention nationale doit se réunir à la fin de l'année ou au commencement de l'année prochaine au plus tard. A cette fin, une commission a déjà été constituée, qui oeuvre à la préparation de cette convention nationale. Des délégués, représentant un large éventail de toute la population du Myanmar, identifieront et définiront les principes de base régissant la rédaction d'une constitution solide et stable. La rédaction proprement dite de la constitution sera confiée aux représentants élus.

Parallèlement aux mesures prises pour convoquer la convention nationale, le Gouvernement a instauré diverses mesures destinées à créer une atmosphère et des conditions propices à l'instauration d'un système démocratique au Myanmar. Il a notamment : suspendu toutes les opérations offensives dans l'Etat du Kayin et dans d'autres parties du pays pour consolider la solidarité et l'unité nationales; libéré des détenus qui avaient été emprisonnées au titre des lois en vigueur et qui ne menacent plus la sécurité du pays, et levé les restrictions dont ils faisaient l'objet; rouvert les universités, collèges et autres institutions d'études supérieures, qui avaient été temporairement fermés; abrogé l'ordre de couvre-feu qui frappait tout le pays; annulé les ordres de loi martiale qui étaient en vigueur depuis juillet 1989; reconstitué les Conseils de rétablissement de la loi et de l'ordre au niveau des collectivités, qui sont responsables de l'administration locale, en les

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Gyaw (Myanmar)

dotant d'un personnel civil en prévision de la nouvelle structure administrative démocratique; et créé un ministère séparé responsable du développement des zones frontalières et des races nationales, afin d'appliquer plus efficacement les mesures concernant le bien-être des races nationales qui vivent dans les régions reculées du pays.

Le Gouvernement de l'Union du Myanmar entreprend l'application de ces mesures avec conviction et dévouement. Il est pleinement conscient des dangers et des embûches qui attendent les nations qui passent d'un système politique et économique à un autre. Le Gouvernement et le peuple du Myanmar sont déterminés à s'acquitter de ces tâches selon un rythme sûr et régulier, afin que le peuple puisse réaliser le Myanmar démocratique auquel il aspire.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

PROGRAMME DE TRAVAIL PROVISOIRE

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : A la suite des consultations qui ont eu lieu à ma demande, j'ai préparé un programme de travail et un emploi du temps provisoires pour l'Assemblée générale jusqu'à la fin du mois d'octobre.

Vendredi 9 octobre, le matin, l'Assemblée examinera le point 10 de l'ordre du jour, "Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation", y compris le rapport du Secrétaire général intitulé "Agenda pour la paix - diplomatie préventive, rétablissement de la paix, maintien de la paix". Des réunions supplémentaires seront prévues selon les besoins. Je voudrais proposer de clore la liste des orateurs pour le débat sur cette question le vendredi 9 octobre à 18 heures.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je prie donc les représentants qui souhaitent participer au débat sur le point 10 de l'ordre du jour de bien vouloir s'inscrire le plus rapidement possible sur la liste des orateurs.

Lundi 12 octobre et mardi 13 octobre, l'Assemblée générale, au titre du point 93 a) de l'ordre du jour intitulé "Questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille", observera la fin de la Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées.

Jeudi 15 octobre et vendredi 16 octobre, l'Assemblée générale, également au titre du point 93 a) de l'ordre du jour, célébrera le dixième anniversaire de l'adoption du Plan d'action international sur le vieillissement.

Vendredi 16 octobre, immédiatement après la commémoration, l'Assemblée examinera le point 138 de l'ordre du jour intitulé "Octroi à l'Organisation internationale pour les migrations du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale".

Mercredi matin 21 octobre, l'Assemblée examinera le point 7 de l'ordre du jour, "Communication faite par le Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte des Nations Unies"; le point 13 de l'ordre du jour, "Rapport de la Cour internationale de Justice"; le point 20 de l'ordre du jour, "Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Comité consultatif juridique afro-asiatique"; le point 16 a) de l'ordre du jour,

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le Président

"Election de douze membres du Conseil mondial de l'alimentation"; et le point 16 b) de l'ordre du jour, "Election de sept membres du Comité du programme et de la coordination".

Mercredi 21 octobre, l'après-midi, l'Assemblée commencera son examen du point 14 de l'ordre du jour, "Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique".

Mardi 27 octobre, l'après-midi, l'Assemblée examinera le point 23 de l'ordre du jour, "Question de l'île comorienne de Mayotte", et le point 15 a) de l'ordre du jour, "Election de cinq membres non permanents du Conseil de sécurité".

Mercredi 28 octobre, le matin, l'Assemblée examinera le point 140 de l'ordre du jour, "Coordination des activités de l'Organisation des Nations Unies et de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe"; et le point 15 b), "Election de dix-huit membres du Conseil économique et social".

Jeudi 29 octobre, le matin, l'Assemblée examinera le point 21 de l'ordre du jour, "Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des Etats américains"; le point 24 de l'ordre du jour, "Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Système économique latino-américain"; le point 25 de l'ordre du jour, "Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique"; le point 27 de l'ordre du jour, "Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine", et le point 29 de l'ordre du jour, "Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des Etats arabes".

Je voudrais rappeler aux Membres que l'Assemblée générale a fixé le lundi 20 septembre 1993 comme date de clôture de sa quarante-septième session, et le vendredi 18 décembre 1992 comme date à laquelle l'Assemblée suspendra ses travaux jusqu'à l'année prochaine.

J'espère suivre d'aussi près que possible ce programme pour que l'Assemblée puisse s'acquitter de ses responsabilités de façon méthodique. Je lance donc un appel aux représentants qui souhaitent présenter des projets de résolutions pour qu'ils veuillent bien le faire suffisamment à temps avant la date fixée pour l'examen du point de l'ordre du jour en question, afin que les membres disposent du temps nécessaire pour les examiner.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le Président

Je voudrais également rappeler aux représentants qu'à sa 3e séance plénière, l'Assemblée générale a pris note du fait que, en fonction du type et de la complexité des propositions entraînant des modifications dans le programme de travail et des dépenses supplémentaires, la préparation d'une déclaration sur des incidences sur le budget-programme par le Secrétaire général pourrait prendre quelques jours, et qu'en outre, le Comité consultatif sur les questions administratives et budgétaires et la Cinquième Commission auront besoin de suffisamment de temps pour examiner les incidences sur le budget-programme d'un projet de résolution avant que ce dernier ne puisse faire l'objet d'une décision de l'Assemblée.

En outre, l'Assemblée a pris note du fait qu'il était donc souhaitable que les Etats Membres puissent présenter les propositions entraînant des déclarations d'incidences sur le budget-programme suffisamment à temps pour éviter l'annulation de séances ou la remise à plus tard de l'examen de certaines questions.

Ce programme de travail provisoire que je viens d'annoncer paraîtra dans le procès-verbal de cette séance, ainsi que dans le résumé publié dans le Journal. Je tiendrai l'Assemblée au courant de tous changements ou additions.

Les listes des orateurs pour toutes ces questions sont maintenant ouvertes.

La séance est levée à 13 h 20.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library